

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

2F

N° 704 SAM22DIM23JULLET1978

Espagne :
un général assassiné

Lire page 4

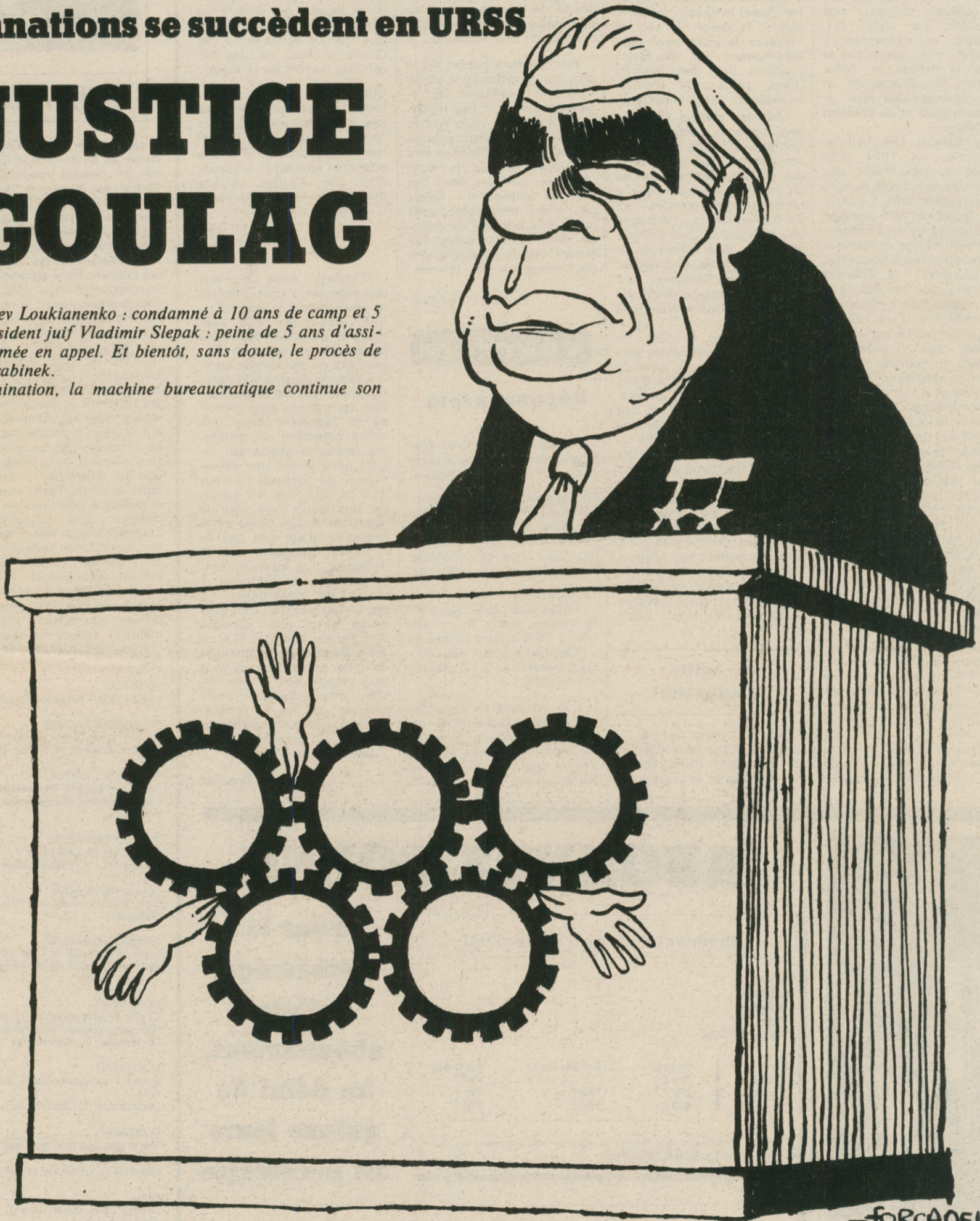
Algérie 1,75 dinar. Belgique 20 FB. Grèce 22 DR. Hollande 1 florin. Italie 350 L. Luxembourg : 15FL. Maroc 2 30 dirams. Portugal 15 escudos. Suisse 1FS

Les condamnations se succèdent en URSS

LA JUSTICE DU GOULAG

Le dissident ukrainien Lev Loukianenko : condamné à 10 ans de camp et 5 ans d'exil intérieur. Le dissident juif Vladimir Slepak : peine de 5 ans d'assignation à résidence confirmée en appel. Et bientôt, sans doute, le procès de l'infirmier moscovite Podrabinek.

Avec une froide détermination, la machine bureaucratique continue son sale travail...



-FORCADELL-

Armée :
**Contre la liberté
de presse**

Lire page 7

Aujourd'hui :
**journée ville animée
à Nogent-sur-Seine**

Lire page 8

**Les travailleurs du
«Quotidien de Paris»
répondent à Tesson**

Lire page 12

**Impressions
d'un jour à la
rencontre des
femmes de
Saint-Rémy de
Provence**

Du 3 au 9 juillet a eu lieu à Saint-Rémy-de-Provence une rencontre de femmes organisée par les éditions Des femmes, dans le but d'échanger nos pratiques de lutte, mettre en circulation, transformer nos connaissances (...), nos cultures, de vivre une mensuelle « a vivo » (cf. « Femmes en mouvements » de juillet, c'est-à-dire par la parole, le théâtre, la vidéo, l'écriture, les photos. En un mot, construire des lieux de communication et de création des femmes.

Les éditions Des femmes sont nées en 1974 d'un courant du mouvement des femmes apparu dès le numéro 5 du « Torchon brûlé », journal dans lequel le MLF parisien s'était divisé en deux tendances, Psychanalyse et Politique et Féministes révolutionnaires.

Aujourd'hui, le courant Psychanalyse et Politique s'est dissout dans l'infrastructure matérielle d'une maison d'édition et par les moyens financiers dont il dispose il récupère au nom du mouvement des femmes (« Les femmes éditent »), la production de nombreuses femmes. Il centralise leurs écrits, mais ne publie pas tout ce qui lui est proposé. Une sélection assez précise s'opère.

Bien que ce ne fut pas à l'initiative des groupes femmes, mais du journal « Femmes en mouvements », plus de 150 personnes ont participé à la rencontre, démontrant ainsi leur désir profond de confronter les expériences, leur besoin de ne plus vivre seules leur oppression, d'essayer de la dépasser.

Pour vivre en positif quelque chose d'autre entre femmes. Mais entre femmes de milieu intellectuel pouvant prendre le temps d'analyses, de rapports « qui nous lient à nos mères » et disposant d'une semaine sans contrainte familiale ni professionnelle. En effet, la rencontre ne s'adres-

sait pas à toutes les femmes, d'autant que les frais de séjour s'élevaient environ à 100 F par jour plus 35 F par enfant.

En outre, les thèmes des ateliers étaient particulièrement choisis en vue d'une recherche théorique sur les femmes plutôt qu'en fonction des thèmes de radicalisation actuelle de la plupart d'entre elles (conditions de travail, chômage, éducation des enfants, tâches ménagères, grossesses, avortements refusés, etc.)

Décues

Au programme de la semaine des ateliers de réflexion et d'élaboration collective sur les femmes et le travail... le politique et la raison, la voix et l'écriture, la vidéo, avec quotidiennement des spectacles produits par des femmes (films, pièces de théâtre, musique et une grande fête).

Mais les ateliers fonctionnant toute la semaine avec des horaires et des lieux différents chaque jour, il était difficile pour les femmes venues un jour ou deux participer à l'échange d'expériences (qui fut d'ailleurs plus un échange de connaissance) de s'intégrer au groupe déjà constitué, de prendre la parole, de proposer des activités. Beaucoup sont reparties décues ou en désaccord sans trouver moyen de le dire.

Parties avec le désir de participer aux différentes élaborations, nous nous sommes confrontées à l'absence d'ouverture des différents ateliers, à une certaine lourdeur des débats, à de longs silences qui se conçoivent quand on dispose d'une semaine mais qui sont frustrants quand on aimerait profiter au maximum d'une journée. Nous avons pu néanmoins, dans l'atelier « les femmes et leur raison », écouter parler Luce (qui écrit aussi dans les cahiers du GRIF et n'est pas Luce Irragaray) : « Oter le phallus de nous... ouvrir tous nos trous... et plus uniquement un trou... peut-être.

Se battre collectivement

Mais le temps fort de la journée fut pour nous le débat qui s'engagea dans l'atelier « les femmes et la politique »,

qui se transforma en « le politique et la politique ». Des femmes du courant 3 du PS présentèrent leur lutte au sein de leur parti : s'organiser entre elles pour que le PS prenne en charge ces revendications de femmes, refuser d'accéder à des responsabilités individuelles et se battre collectivement pour que le statut des femmes change, tout en engageant les femmes du mouvement à adhérer à des partis politiques et à ne plus cantonner leurs luttes à un niveau strictement culturel.

Sur ce, le débat s'engagea sur les luttes des femmes. Nos revendications ont-elles un aspect uniquement culturel ? Faut-il séparer la revendication de gratuité et de liberté de l'avortement de la dynamique qu'elle enclenche par rapport aux institutions ?

Aux questions posées sur le prix, sur la difficulté à parler sans être disséquées, les organisatrices n'ont pas répondu et n'ont pas voulu rentrer dans ce cadre, disant pour se justifier qu'il suffisait d'être motivées. Il est tout de même dommage que des filles des groupes femmes n'y soient pas allées plus nombreuses car il était possible de discuter avec des copines qui étaient venues là simplement pour rencontrer des femmes.

Esther et Régine

courrier

Réponse à tout

« Puisqu'il y a un creu dans le courrier, ma lettre a cette fois une chance de passer.

Tout d'abord, l'aspect positif : « Rouge » est un outil indispensable d'information, de formation et d'agitation. Il faut qu'il vive et progresse (en qualité et en audience).

Facile à dire, moins à faire... « Mais si je pense que c'est le meilleur (entre le « ploum tra la la petit-bourgeois » « Libération » et la très sectaire « Humanité »), il est loin d'être idéal.

« Je voudrais ici faire des remarques concernant la rubrique « Courrier ». Elle me semble fondamentale pour un journal communiste, car elle est le lien entre les lecteurs et

« Rouge », Paris, la LCR... Elle instaure des débats particulièrement intéressants ; à l'ordre du jour, en plein dans le vécu des gens, puisque venant justement d'en bas.

« Elle me semble trop exigüe, surtout par rapport à la rubrique Culture qui sert au « défolement théorique » de quelques intellos parisiens.

« Mais la plus grosse critique que je lui ferai est qu'elle n'a rien d'éducative, au contraire. En effet, de nombreuses lettres restent sans réponse de la part du journal. A chaque lettre presque, il devrait y avoir critique, complément, réponse... Sinon, il y a risque de faire passer des idées complètement fausses (si le lecteur qui écrit a du style). L'exemple qui m'a le plus marqué est la lettre (de Claude, je crois), au sujet des enfants, du rôle de la mère...

Sur un ton très sûr de lui (donc convaincant) il affirmait des « vérités » non seulement fausses, mais aussi profondément réactionnaires, il a fallu attendre plusieurs semaines pour que d'autres lecteurs mettent les choses au point. C'est grave (...). »

O.C.
Grenoble

D'abord, nous n'avons pas réponse à tout, ensuite si nous ouvrons une rubrique « courrier des lecteurs », ce n'est pas pour broser le museau au lecteur qui ne pense pas comme l'un ou plusieurs d'entre nous sur un sujet particulier, nous avons pour principe de répondre lorsqu'une lettre concerne un problème politique précis sur lequel nous avons une orientation, ou lorsque l'auteur d'un article mis en cause par une lettre juge utile de répondre. Enfin, l'avis de la rédaction n'est pas que la rubrique culturelle est le défolement des intellos parisiens (nous en sommes), à moins de considérer (je prends au hasard « Rouge » de ce matin) que l'écrivain turc Yachar Kemal, « G » de John Berger et la critique de cinq autres livres, tout ceci relève des seules lubies intellectuelles parisiennes : on ne lit jamais, on ne va jamais au ciné, au théâtre, en province ? Sans rancune.

Alain Brossat

bimensuel
n° 33 • 20/07/78 •
5F • 35Fb • 3Fs •

**INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS**



R.D.A. : libérez Bahro!

Décidé par le X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale au printemps 1974, « Imprecor » (Correspondance de presse internationale) est paru régulièrement 25 fois par an depuis lors. Ce numéro 33 de la nouvelle série est donc bien le numéro 100 d'une publication unique en son genre en langue française : un bimensuel fournissant informations et analyses sur l'actualité politique internationale du point de vue du marxisme révolutionnaire. L'adaptation des stratégies impérialistes aux nouvelles données de la situation internationale ; la politique des bureaucraties soviétique et chinoise ; l'évolution des PC « eucommunistes » ; la révolution coloniale en Afrique, en Amérique latine ou en Asie ; les luttes des femmes dans divers pays ; les luttes des travailleurs et des intellectuels en Pologne, URSS ou Tchécoslovaquie... Voilà ce qu'« Imprecor » a, jusqu'ici, régulièrement traité. Nous envisageons, à partir de septembre prochain, une nouvelle rubrique qui réponde au besoin ressenti et exprimé par les militants et sympathisants de la IV^e Internationale : donner aussi régulièrement que possible des informations sur la vie et la presse des sections de la IV^e Internationale plus fournies que les quelques lignes qui concluent traditionnellement les articles généraux sur la situation politique des divers pays. « Imprecor » doit aussi acquiescer une autre ampleur. Tout l'exige : aussi bien la complexité de la politique internationale que la nécessité subjective de disposer d'un instrument de travail nécessaire à l'enrichissement des débats qui traversent en permanence l'organisation révolutionnaire et sa périphérie. « Imprecor » ne doit pas être réservé à des « spécialistes » de l'internationalisme ou à des gens « qui ont le temps ». « Imprecor » doit devenir un instrument privilégié de l'internationalisme révolutionnaire. Il faut l'acheter, le lire, le diffuser. Du nombre d'abonnements (et de réabonnements !) dépend sa qualité et sa présentation... « Imprecor » numéro 34 sera daté du jeudi 14 septembre.

EDITORIAL
URSS, RDA, Tchécoslovaquie, l'ère des procès.

TCHÉCOSLOVAQUIE
10 ans après l'intervention
Niklaus Kroeger et Anton Peschke

TCHÉCOSLOVAQUIE
Pour une société des travailleurs en Tchécoslovaquie
Ludwig Kavin (intervention au forum lors de la fête de « Rouge » mai 1978).

TCHÉCOSLOVAQUIE
Où en est la Charte 77 ?
Georges X. Y. rédacteur de « Informat »

TCHÉCOSLOVAQUIE
Cent ans de socialisme tchèque
Document

TCHÉCOSLOVAQUIE
Les conseils ouvriers en 1969
Jan Kawan (extraits de son intervention au meeting de l'OCI, le 17 mai 1978)

DOCUMENT
La démocratie socialiste ne peut plus être définitivement consolidée sans pouvoir des conseils ouvriers.
Déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

DOCUMENT
Contre l'occupation de la République socialiste de Tchécoslovaquie
Déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale

DOCUMENT
Sur la position de Fidel Castro à propos de l'invasion de la Tchécoslovaquie.
Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

RDA
Liberté pour Rudolf Bahro !
Alain Brossat

Dans les derniers numéros, on aura notamment remarqué :
— n° 29 : deux articles bilan de la période 1968-1978 par Ernest Mandel et Daniel Bensaid ;
— n° 30 : entièrement consacré à l'impérialisme français en Afrique ;
— n° 31 : le débat interne au PCF et une interview de Bernadette Devlin (dont l'organisation s'apparete à rejoindre la IV^e Internationale) ;
— n° 32 : l'appel du fils de Boukharine pour la réhabilitation de son père et une longue interview de Hugo Blanco après le succès électoral des révolutionnaires au Pérou.
Un an : 25 numéros : 100 F. Le numéro 1968-1978 gratuit pour les abonnements d'un an (sur demande). Envoyer les chèques libellés au nom de Pascal Henri à « Imprecor », BP 57, 93101 Montreuil CEDEX.

ABONNEZ-VOUS!

Abonnez-vous dès aujourd'hui

Pour le démarrage d'un abonnement, un délai de quinze jours est nécessaire

NOM
PRENOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL

Tarif	Normal	Collectivités	Etranger
3 mois	110 F		180 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
12 mois	400 F	275 F	650 F

Envoyer le bulletin à « Rouge », service abonnement, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

**ABONNEMENT « ROUGE » VACANCES
BULLETIN D'ABONNEMENT
(envoyer le bulletin au service abonnement.)**

TARIF : (encadrer le tarif choisi).

Période	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	56 F	80 F
Etranger	50 F	90 F	135 F

Chèques à l'ordre de « Rouge ».

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code :
Période du ... au



Rédaction-administration :
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84
Télex : PRENO A 211.628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication :
Alain Bobbio
Numéro de la commission
paritaire :
46.722.
Imprimé par Rotographie
à Montreuil.

« LIBERTE POUR RUDOLF BAHRO DANS SON PAYS ! »

Nous n'étions pas nombreux, deux cents à tout casser, mais contents quand même ; par ce que se rassembler, au cœur des vacances, il fallait le faire.

Nous déployons notre banderole « Liberté pour Rudolf Bahro dans son pays », sur un trottoir de la porte Maillot. L'ambassade de RDA est à quelques centaines de mètres. Fourbe, un fonctionnaire de ladite ambassade, déguisé en touriste, tente de nous filmer au téléobjectif. Lorsque nous allons nous enquerir de son identité, il grimpe dans une voiture... Corps diplomatique.

Nous franchissons donc les quelques centaines de mètres en scandant : « Non aux procès de Moscou et de Berlin », « Publication de "l'Alternative" en RDA », et à proximité de l'ambassade, une rangée de fils nous bloque. Une délégation du comité Bahro et de personnalités va porter à l'ambassadeur une lettre adressée à Honecker, président du Conseil d'Etat de la RDA (voir ci-dessous). La porte demeure hermétiquement close, la lettre est donc glissée dans la boîte aux lettres. Nous n'étions pas nombreux, mais nous savons que ce rassemblement, après les manifestations en Grande-Bretagne, en RFA, aura son écho en RDA...

Lettre à Honecker

Le comité français pour la défense de Rudolf Bahro, 46, rue de Vaugirard, 75006, Paris à Erich Honecker, Paris, le 20 juillet 1978.

Réunis ce soir devant l'ambassade de la RDA à l'appel du Comité de défense de Rudolf Bahro nous protestons contre la lourde condamnation qui a frappé le 30 juin 1978 cet opposant communiste en RDA qui réclame pour l'opposition le droit d'exister poli-

tiement.

Nous protestons contre la façon dont le procès s'est déroulé à huis-clos et a été clandestin jusqu'au verdict, tandis que l'opinion démocratique à l'étranger réclamait qu'une délégation d'observateurs internationaux y soient admis.

Nous protestons contre l'in vraisemblable et consternante accusation d'espionnage qui a servi à couvrir ces pratiques



(rappelant par trop les grossières méthodes d'amalgame utilisées dans les procès qui se déroulent actuellement en URSS). Nous trouvons intolérables de telles violations des droits de l'homme dans cet Etat allemand qui depuis sa fondation ne cesse de réclamer du combat anti-fasciste et démocratique.

La persécution d'un homme comme Rudolf Bahro est en contradiction flagrante avec

les principes inscrits dans la Constitution de la RDA et sans cesse réaffirmés dans les déclarations officielles de ses instances gouvernementales.

Nous demandons instamment au gouvernement de la RDA la libération immédiate de Rudolf Bahro dans son pays. Nous demandons que la révision de son procès ait lieu publiquement et en présence d'observateurs internationaux.

MOTION

« Le bureau national du syndicat CGT de l'Office interprofessionnel des céréales et le bureau de la section parisienne du syndicat tiennent à exprimer leur réprobation face à la condamnation par les autorités de la République démocratique allemande de l'économiste marxiste Rudolf Bahro à 8 ans de prison... pour espionnage.

« Les conditions du procès ont été particulièrement scandaleuses puisqu'il s'est déroulé à huis-clos, sans présence d'observateurs étrangers internationaux ni possibilité pour l'accusé de se défendre publiquement. Dans ces conditions, l'accusation d'espionnage nous apparaît grotesque.

« Le bureau national du

Chtcharansky « échangé » ?

Chtcharansky échangé ? C'est l'hypothèse dont se fait l'écho le quotidien hambourgeois « Die Welt ». Selon lui, des pourparlers discrets seraient en cours qui permettraient l'« échange » de Chtcharansky avec l'espion soviétique Gunter Guillaume.

On se souvient que « l'affaire » Guillaume est à l'origine du départ de Willy Brandt. Condamné à 13 années d'emprisonnement, Guillaume aura achevé les deux tiers de sa peine (terme auquel une libération conditionnelle peut être envisagée) en août 1979. On laisse cependant entendre que cet élargissement pourrait être anticipé, au nom de considérations « humanitaires »...

syndicat CGT de l'ONIC, le bureau de la section parisienne, qui se sont toujours prononcés pour la reconnaissance de la RDA par les autorités françaises, tiennent à réaffirmer leur attachement au droit à la liberté d'expression et au débat démocratique y compris dans les pays se réclamant du socialisme.

« C'est pourquoi, ils exigent dans ces conditions la libération de Rudolf Bahro, non seulement parce qu'il s'agit d'un acte de justice, mais aussi d'une nécessité car notre combat pour une société sans exploitation est indissociablement lié à notre lutte pour la démocratie politique la plus large.

Syndicat national du personnel de l'ONIC

10 ans de camp, 5 ans d'exil pour Lev Loukianenko et la répression continue

C'est à dix ans de camp à régime spécial, suivis de cinq ans d'assignation à résidence (« l'exil intérieur ») qu'a été condamné, jeudi, le dissident ukrainien Lev Loukianenko. La peine maximale, comme il fallait hélas s'y attendre, pour ce « récidiviste » de la dissidence, âgé de 50 ans, qui a déjà passé 15 années de sa vie dans les camps en raison de son combat pour l'indépendance ukrainienne et pour la défense des libertés démocratiques en URSS.

Le procès de Lev Loukianenko s'est déroulé d'une manière toute aussi scandaleuse que ceux de Guinzbourg, Chtcharansky, Piatkus, etc. Non seulement, il s'est tenu à Gorodnya, ville éloignée d'Ukraine, mais les amis de l'accusé se sont vus interdire l'accès du tribunal. Seuls sa femme et ses deux frères ont pu assister aux audiences. Ohsana Mechko, âgée de 70 ans et membre, tout comme Loukianenko, du groupe Helsinki d'Ukraine, s'est vue refoulée à l'entrée du tribunal, et reconduire à Kiev où elle réside.

Jeudi soir, au square Chvetchenko, à Paris, une centaine de personnes manifestaient silencieusement contre le procès du dissident

d'Ukraine. Ironie amère : le poète ukrainien Trass Chvetchenko, dont le square emprunte le nom, fut successivement mis à l'index par le régime des tsars, par Staline, par Krouchtchev, puis par Brejnev... Cette manifestation était appelée par Boukovski, Victor Feinberg, N. Gorbanevskaja, V. Maximov, L. et T. Pliouchtch, A. Siniavski, T. Khodorovitch et soutenue par Amnesty International. Elle exprimait également sa solidarité avec un autre membre du groupe ukrainien d'Helsinki, Oleg Tikhy.

Oleg Tikhy a été condamné, en juillet 1977, à 10 ans de camp, pour « agitation antisoviétique ». Il fait actuellement une grève de la faim pour obtenir la révision de son procès.

Peine confirmée pour Vladimir Slepak

Andrei Sakharov, académicien et prix Nobel, seul responsable du groupe Helsinki de Moscou encore en liberté, a donné jeudi dans la capitale soviétique des précisions sur le procès en appel du dissident juif Vladimir Slepak.

Vladimir Slepak a été condamné à 5 ans d'assignation à

résidence le 27 juin dernier pour avoir, avec l'aide de sa femme, tendu une banderole à son balcon qui proclamait : « Laissez-nous rejoindre notre fils en Israël. » Le couple Slepak tente, en effet, depuis 8 ans, d'obtenir le droit à l'émigration. Vladimir Slepak avait été accusé d'avoir « troublé l'ordre public » en provoquant un attroupement. Sa femme, Maria Slepak, fut également accusée d'« hooliganisme prémédité ». Elle n'a pas encore été jugée.

Vladimir Slepak, ingénieur, âgé de 50 ans, est membre du groupe Helsinki de Moscou. Sa peine vient d'être confirmée en appel.

Au cours de cette déclaration, Sakharov a également tenu à préciser son opinion sur le procès d'Anatoly Filatov, qui s'était tenu au même moment que les procès Guinzbourg, Chtcharansky et Piatkus. On se souvient que Filatov, accusé d'espionnage, a « avoué » ses crimes et que le tribunal l'a condamné à la peine capitale. « Je ne connais pas les circonstances de l'affaire Filatov, a déclaré Sakharov, ni à quel point il est coupable, et je ne le connais pas lui-même, mais je suis convaincu que la peine de mort en temps de paix n'a pas

de justification en droit ». Dans un télégramme transmis à Brejnev, Sakharov exprime son souhait que « présidium du Soviet suprême fasse usage de son droit de grâce ».

Enfin, on apprend que Israël Zalmanson vient d'être autorisé à quitter l'URSS. Dissident juif, âgé de 29 ans, Israël Zalmanson était le plus jeune des condamnés du procès de Leningrad, en 1970, où 11 juifs dissidents avaient été condamnés pour avoir tenté de s'emparer d'un avion pour fuir d'URSS. La sœur d'Israël Zalmanson, Silvia, condamnée à 10 ans de détention, avait été libérée au bout de 4 ans, et elle a déjà quitté l'URSS, ainsi que Mikhail Bodnia. Rappelons que la détention des autres condamnés, dont le plus connu est Edouard Kouznetsov, mari de Silvia Zalmanson, continue.

Israël Zalmanson, qui a purgé 8 ans de détention, ne quittera l'URSS qu'après avoir rendu visite à ses deux frères, Wulf et Shmuel, détenus en camp depuis 1971. Rien ne laisse penser que la saison des procès soit terminée. D'autres procès sont en attente à Moscou, dont celui d'Alexandre Podrabinek.

Jean-François Vilar

Où en est on de l'émigration juive ?

On estime que l'émigration juive a augmenté de 15 % dans les six premiers mois de l'année 1978. Les départs avaient atteint 18 000 personnes en 1977. Mais, il est impossible d'avancer des statistiques très précises. D'autre part, indépendamment des difficultés très importantes que multiplient les autorités soviétiques, la « déchéance de nationalité » coûte cher : 500 roubles (le salaire moyen est de 155

roubles).

Cette émigration laisse évidemment de côté les « otkanizki » : ceux à qui toute autorisation de départ est refusée (tel Chtcharansky) parce qu'ils sont détestés, selon les autorités, de certains « secrets d'Etat ». En fait, l'arbitraire est total.

Le doyen des « otkanizki » est actuellement Vladimir Slepak, qui demande depuis 8 ans son autorisation d'émigrer.

Le KOR contre les procès

Au nom du Comité d'autodéfense sociale KOR, Jacek Kuron a fait parvenir un télégramme à Sakharov pour l'assurer de la protestation du comité contre les condamnations de Chtcha-

ransky, Guinzbourg, Piatkus, et pour affirmer sa « totale solidarité » avec le mouvement de défense des droits de l'homme en Union soviétique et dans le monde entier ».

Attentat à Madrid contre des militaires

Remue-ménage à Madrid. Le général Juan Sanchez Ramos-Izquierdo et le lieutenant-colonel Juan Antonio Perez, qui avaient combattu pendant la guerre civile dans les rangs de l'armée franquiste, sont tombés sous les balles tirées par deux hommes et une femme hier matin. L'attentat a été revendiqué par des « groupes armés prolétaires » totalement inconnus.

Cet attentat survient dans un climat tendu, où l'armée joue un grand rôle. On lui fait, en effet, porter la responsabilité de l'échec des négociations entre le gouvernement espagnol et le Parti national basque sur la détermination du statut du Pays basque. Le Congrès espagnol est en train de rédiger la Constitution de l'Etat espagnol et le gouvernement Suarez souhaite qu'un large consensus se dégage autour du projet

qui sera soumis à référendum. Avant l'attentat, l'AFP faisait état de « réunions militaires au plus haut niveau » sur la question basque. Alors qu'un accord avait été conclu, le Parti national basque abandonnant la revendication du droit à l'autodétermination et se prononçant pour « l'unité » de l'Espagne, le gouvernement Suarez a finalement dénoncé cet accord. Enrique Mujica, député basque du Parti socialiste ouvrier espagnol, a demandé à tous de « renforcer le pont créé entre le peuple et les formes armées, gardiennes de notre communauté, contre les ennemis qui tentent de supprimer l'indépendance, l'intégrité et la liberté. »

Un autre attentat a par ailleurs été commis, vendredi matin, au Pays basque : trois gardes civiles qui circulaient en jeep ont été blessés

P. A.

Giscard réussira-t-il à sauver Soares ?

Le voyage de Giscard au Portugal se termine vendredi après-midi, dans un climat politique intérieur de crise. Pas gênés pour intervenir dans les débats internes qui secouent le pays, Giscard n'a pas hésité à faire comprendre qu'il souhaitait que Soares reste à la direction des affaires.

Depuis jeudi, la chute du gouvernement portugais paraît inévitable. L'alliance entre le Parti socialiste de Mario Soares et le Centre démocratique et social (CDS) de Freito do Amaral, représentant de la droite conservatrice, a échoué sur la question de la réforme agraire, un des principaux acquis du 25 avril. Depuis le début de ce gouvernement, le CDS se bat, en effet, pour l'abrogation totale de cette réforme et il exige maintenant la démission du ministre socialiste de l'Agriculture. De plus en plus, le CDS se rend compte qu'il se fait doubler sur sa droite par le Parti social-démocrate

(PSD), qui, de l'extérieur du gouvernement, essaie de récupérer le mécontentement de la petite bourgeoisie et des paysans aisés.

L'impasse politique est telle que la chute du gouvernement entraînera vraisemblablement de nouvelles élections à court terme, où les deux partis de la coalition risquent de laisser des plumes, au profit du PC et du PSD, ce qui ne ferait qu'accroître la crise actuelle.

Cela, Giscard l'a bien compris. Profitant de sa présence au Portugal et de son autorité auprès de la bourgeoisie locale, il a déclaré devant l'Assemblée des députés : « Sachez que les décisions

que vous serez amenés à prendre, la manière dont vous donnerez la priorité à ce qui peut consolider la démocratie, dont vous démontrerez que la durée, la stabilité et l'efficacité sont compatibles avec la liberté, ces décisions n'intéressent pas seulement le Portugal, mais tous ceux qui aspirent dans le monde au progrès et au succès de la démocratie. »

Pour la bourgeoisie européenne aujourd'hui, Mario Soares est, en effet, le meilleur gage de stabilité et l'absence de stabilité politique sans la participation de la social-démocratie est évidente. La bourgeoisie portugaise devra donc, c'est la position exprimée par Giscard, attendre des jours meilleurs pour

se débarrasser de ses porteurs de valises actuelles du Parti socialiste.

Soucieux toutefois d'empêcher une trop forte dégradation de la situation économique, Giscard a offert un crédit de 500 millions de francs destinés à l'achat d'équipements industriels français et à compenser le déficit de la balance des paiements entre les deux pays. Ce crédit s'ajoute à plusieurs centaines de millions de dollars qui viennent d'être accordés ces derniers jours par des consortiums de banques internationales au Portugal. La bourgeoisie portugaise comprendra-t-elle les conseils de ses aînés ? Rien n'est moins sûr actuellement.

Vitold

L'annulation des élections en Bolivie Des militaires s'insurgent

L'annulation des élections présidentielles après les grèves de la faim et les arrêts de travail qui s'étendaient dans le pays pour protester contre les fraudes massives a fait l'effet d'une bombe dans certains milieux militaires, directement impliqués dans des manipulations d'urnes, sur des ordres qui venaient sans doute de haut. Désavoués par leurs chefs, les réactions ont été très brutales. A Santa Cruz de la Sierra, près du Brésil, des éléments militaires ont pris le contrôle de la ville pour exiger que le général Pereda soit investi comme président de la République. A Trinidad et Cochabamba, des stations de radios ont également exigé l'investiture de Pereda « que les communistes veulent empêcher ». A La Paz, la capitale, 58 femmes ont entamé une grève de la faim dans le même but, les forces de police patrouillent dans la ville et la police militaire en

tenu de combat a pris position autour du palais présidentiel.

Le général Banzer, l'actuel dictateur, semble toutefois bien contrôler la situation. L'annulation de ces élections pourrait lui permettre de se présenter lui-même au cours des prochaines, qui devraient avoir lieu dans quelques mois. Il a décidé de se retirer le 6 août pour remettre le pouvoir à un triumvirat militaire ; un convoi militaire a été envoyé à Santa Cruz pour reprendre la ville en main.

Jeudi, les mineurs étaient en grève pour exiger l'annulation de ces élections.

Vendredi matin, Banzer a décrété l'état de siège sur l'ensemble du pays, puis réunissait un conseil d'urgence pour voir s'il pouvait revenir sur la décision de la cour électorale d'annuler l'élection du général Pereda.

G. Vitold

Procès de dirigeants et militants syndicaux tunisiens

Le jeudi 20 janvier, s'est tenue, dans les locaux de la CGT à Paris, une conférence de presse des avocats qui viennent d'être refoulés de Tunisie. Ce sont : M^{me} Marigrine Auffray-Milesy, avocat de la CGT, Abdessamad Benabdallah, avocat de la Confédération internationale des syndicats arabes, Henri Douzon, avocat de la FSM, Pierre-Edouard Weil, avocat de la CFDT. Le compte rendu de cette conférence figure ci-après.

L'Etat policier tunisien accumule ses forfaitures. La vague de procès intentés à des dizaines de militants et dirigeants syndicalistes s'ouvre dans plusieurs villes du pays. Les chefs d'accusation sont des fabrications du pouvoir et de sa police, son instrument premier de gouvernement. Venus en Tunisie pour suivre le déroulement de ces procès, cinq avocats mandatés par la CGT, la CFDT, la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA), et la FSM, ont été refoulés à leur descente d'avion à l'aéroport de Tunis.

C'est lors de l'ouverture des procès de Sousse, Sfax, Gafsa, Béja et Tunis que le gouvernement tunisien a pris la décision d'interdire l'accès du pays à tous les défenseurs étrangers.

Les raisons en sont claires : la ploutocratie qui gouverne la Tunisie craint l'expression de la solidarité des organisations internationales... de travailleurs et d'organisations nationales avec les syndicalistes de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) ; elle craint tout aussi bien que soit renforcée une défense assurée par les avocats, sur lesquels pèsent les menaces du pouvoir comme l'ont montré les poursuites intentées contre M^{me} Rafai, aujourd'hui inculpé ; la venue des avocats étrangers met en lumière le fait que le gouvernement tunisien, dans son entreprise de destruction du mouvement syndical, foule aux pieds ce qu'il a lui-même signé et reconnu applicable dans le cadre de la Tunisie : la convention internationale de l'Organisation internationale du travail (OIT), aux termes de laquelle le gouvernement tunisien s'interdirait toute intervention dans l'action et l'organisation

syndicales, la déclaration universelle des droits de l'homme. Enfin, tout témoignage sur le déroulement des audiences, des déclarations des prévenus, des traitements subis, sont autant d'accusations contre le pouvoir tunisien qu'il veut empêcher.

Quelle est l'objectif du pouvoir d'un Bourguiba sénile, ce « combattant suprême », comme il s'intitule, autocrate débile ?

Le gouvernement a inventé la thèse du complot fomenté par l'UGTT pour utiliser contre elle la grève du 26 janvier 1978. Or, contrairement à ce qu'il soutient, cette grève n'a pas été la cause de la répression, mais la conséquence. Cette répression a précédé la grève et cette grève a été la forme de la riposte de l'UGTT.

Les entreprises gouvernementales de liquidation de l'UGTT sont l'origine de la situation actuelle. C'est en 1976 que le parti du pouvoir, le Parti socialiste destourien, sous l'impulsion de son porte-parole principal, Sayah, a poussé en avant des jaunes pour qu'ils créent la Force ouvrière tunisienne (FOT), dans le but de minoriser l'UGTT et la réduire à néant. Fonds, voitures, cartes du PSD furent distribués massivement. Les cartes du PSD devaient servir aux membres de cette FOT pour qu'ils s'intègrent dans les milices du parti.

Le 4 juillet passé, une bombe éclatait dans cette machination policière. Bensaad, secrétaire général de la FOT, adressait une lettre au juge d'instruction de Tunis qui était chargé de l'affaire Habib Hachour (secrétaire de l'UGTT en prison), dans laquelle il donnait les informations sur le rôle qu'il avait joué avec la FOT contre l'UGTT.

Dans cette lettre, rendue

publique, son auteur déclarait qu'il avait rencontré à plusieurs reprises Sayah, Benaïcha, Adjerad, responsables du PSD, dès le mois de septembre 1977, que le PSD avait fourni à la FOT des moyens matériels importants ; qu'il avait pour seule instruction de « liquider » Habib Hachour et l'UGTT, quel qu'en soit le prix ; que le 26 janvier 1978 avait été précédé de nombreux saccages des locaux syndicaux de l'UGTT et des violences sur ses membres militants. Cette journée du 26 janvier, la grande grève, est le résultat de la convergence qui s'est produite entre les revendications des travailleurs et la riposte à la tentative de liquidation de l'UGTT. Cette grève qui s'est

produite de façon non contraire aux normes légales qui régissent la Tunisie a été qualifiée d'insurrectionnelle par le pouvoir dans le but de franchir le dernier pas dans la répression : l'arrestation en masse de tout l'appareil de l'UGTT en Tunisie. Déjà, bien avant cette grève massive du 26 janvier, le gouvernement tunisien avait imposé deux mesures pour bloquer le fonctionnement de l'UGTT : le contrôle des élections et de la gestion financière du syndicat par le PSD.

Dans la foulée de ces opérations gouvernementales, ce sont les droits de l'homme qui sont foulés aux pieds en Tunisie et avec eux ceux de la défense.

G. V.

Guyane : l'état sauvage

GISCARDISER LE DEPARTEMENT

Guyane et actuellement projeté sur les écrans cayennais.

Dans un style très giscardien, le secrétaire d'Etat aux TOM-DOM a préféré les audiences privées des salons de l'hôtel préfectoral aux manifestations populaires. N'y ont eu droit que les personnalités de la majorité n'appartenant pas au RPR où à la limite aux gaullistes qui jurèrent leur attachement au président de la République. Dijoud réussit ainsi à rééditer l'exploit des Antilles qui consiste à recevoir plus de critiques de la part de la droite que de la gauche... Raymond Désiré, le vice-président du RPR local, a même osé déclarer : « Nous restons encore totalement dépendant de la France et nous en avons assez de cette situation. Elle est humiliante. Nous ne devons pas rester des mendiants, attendant la main tendue qui vient de métropole. »

Face aux quelques individus regroupés dans des partis fantômes comme le RDG (Rassemblement pour la défense de la Guyane) ou le MPG (Mouvement pour le progrès

guyanais) qui n'existent que par la volonté préfectorale, le RPR apparaît parfois presque crédible... C'est pourtant de ces groupuscules que devront sortir les cadres de la future UDF guyanaise.

« Bouffer du nègre »

« Ce qui m'a le plus frappé en Guyane, c'est incontestablement le fait de retrouver les mêmes situations, le même racisme qu'en Afrique », reconnaissait l'un des membres de l'équipe du film « L'Etat sauvage ». La petite communauté blanche accrochée à ses privilèges, repliée sur elle-même, continue de « bouffer du nègre » et de pleurer « sur la perte des anciennes colonies » entre une leçon de tennis et une séance de ski nautique. Le libéral Dijoud n'a pas été choqué de ne rencontrer que des métropolitains, en dehors des serveuses, au cocktail offert à son intention. Il a pourtant tenu à affirmer qu'il lutterait contre les privilèges qui font obstacle au progrès et à la

justice. Quant au devenir de la Guyane, point de salut sans la France. En ce qui concerne l'exploitation forestière, le gouvernement semble prêt à céder sur tous les points aux Américains pour faciliter l'implantation de la société International Paper. Dans « L'Etat sauvage » on ne parlait pas de bois mais d'uranium.

Des petits oubliés...

Pour ne pas manquer à la règle, la préfecture de la Guyane a, encore une fois, oublié de fournir des laissez-passer, indispensables pour approcher le secrétaire d'Etat, à certains journalistes. Il ne faudrait surtout pas que le représentant de la France puisse être embarrassé par des questions gênantes, sinon subversives.

Autrefois le pouvoir refusait catégoriquement de fournir des cartes d'accès, aujourd'hui il oublie seulement d'en donner. C'est dans ce genre de subtilité que l'on apprécie le libéralisme giscardien.

Ian Hamel

LICENCIEMENTS EN CHAÎNE

Les paroles et les actes

« Alors qu'elles n'ont encore rien produit de tangible, les négociations patronat-syndicats sont présentées comme les signes d'un cours nouveau. Tandis que la CGT dénonce la « mascarade », les autres syndicats sont invités à jouer le jeu. »

C'est en termes péremptores que Charles Sylvestre commentait, hier, l'accord métallurgie du 19 juillet dans l'éditorial de « l'Humanité ». Il omettait toutefois de souligner un simple détail : la CGT a, elle aussi, contresigné cette « mascarade » !

Il est loin, en effet, le temps où Séguy dans son discours de rentrée déclarait (avec un rien de suffisance bureaucratique) : « La signature de la CGT, ça se paie. » Les patrons de la métallurgie ont pu se convaincre au contraire qu'on l'avait pour rien... Et ce ne sont pas les grandes déclarations qui y changeront quelque chose. La presse de droite, qui avait prévu que « la CGT irait à Canossa », ne s'y est d'ailleurs pas trompée.

Dénoncer très fort ce qu'on s'emploie soi-même à cautionner : le procédé n'est pas nouveau. Quand Ballanger dénonce les invitations de Giscard à l'opposition comme une « caricature », une tentative de leur faire cautionner sa politique, il a raison. Mais ses propos auraient plus de poids s'il n'était le premier à se précipiter à l'Élysée au nom du PCF.

Ces contorsions sont révélatrices de la situation des directions du PC et de la CGT aujourd'hui. Aucune des directions traditionnelles du mouvement ouvrier n'est prête à s'engager vers une généralisation des luttes, seule façon efficace de bloquer l'application du plan Barre ; ils ne veulent pas préparer dans l'unité un « tous ensemble » risquant de déboucher sur une confrontation avec le gouvernement, qui pourrait poser le problème de la venue au gouvernement du PS et du PC en dehors des échéances électorales. Ils n'ont pas d'autre choix que celui d'aménager l'austérité. Les directions de la CFDT et du PS ont le mérite de le dire clairement. Celles du PC et de la CGT, soucieuses de redorer le blason après les élections, essaient de regagner du crédit auprès des travailleurs par un verbe plus gauche. Mais la marge de manœuvre est étroite entre le clinquant des déclarations tonitruantes et la réalité d'une orientation de collaboration de classe.

Parodiant une maxime célèbre, le patronat peut dire aujourd'hui avec flegme : « Peu m'importe qu'ils crient, pourvu qu'ils signent. »

Félix Loursou

Les prévisions économiques que vient de publier l'INSEE sont sombres : dans les mois qui viennent le volume de la consommation intérieure, ainsi que les exportations vont baisser. Cela veut dire que l'expansion prévue au sommet de Bonn, la reprise sur laquelle de nombreux journaux ont alors titré, c'est du bidon.

Et pourtant, les patrons ont amélioré, grâce aux plans successifs de Barre, leur rapport de forces face à la classe ouvrière : les charges sociales et salariales sont restées stables. Mais les patrons n'entendent pas investir, car

l'avenir n'est pas suffisamment sûr : les experts prévoient tous une nouvelle récession aux États-Unis. Ainsi, dans « Paris-Match », François Ceyrac déclare : « Ce qui nous inquiète, en plus de tous les problèmes que nous

connaissions, c'est que nous n'avons pas senti encore à la fin de ce semestre une véritable reprise de l'investissement. » Si le plan Barre a été efficace pour juguler le pouvoir d'achat des travailleurs, il a échoué à sortir l'économie du marasme. De ce fait, le chômage continue de s'aggraver. Les offres d'emploi continuent de diminuer, le nombre de faillites a augmenté de 17 % au cours des six premiers mois de l'an-

née par rapport au premier semestre de 1977, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 13 % depuis le début de l'année.

Dans son rapport, l'INSEE constate l'effet négatif des « pactes pour l'emploi des jeunes ». Au lieu d'embaucher, les entreprises ont préféré satisfaire leur besoin en main-d'œuvre en organisant les « fameux stages pratiques », exonérés de charges sociales. Ils ont préféré également

augmenter la durée de la semaine de travail qui a progressé de 0,1 heure par semaine pour les ouvriers au cours de ces trois derniers mois de l'année. Plus personne ne se fait donc d'illusions : la crise continue, et le gouvernement va tenter pour en sortir d'aggraver sa pression sur les travailleurs. A ceux-ci de préparer la riposte d'ensemble de plus en plus nécessaire.

P. A.

● Roux-Combaluzier : l'ascenseur-charrette

Roux-Combaluzier, filiale française de fabrication d'ascenseurs du groupe suisse Schindler, va licencier 240 de ses 3 300 salariés. C'est ce qu'a annoncé la direction au comité d'entreprise qui s'est réuni mercredi. Selon la CGT, « il n'y a pas surcroît mais plutôt mahque d'effectifs pour que la sécurité du personnel et le service des usagers soient assurés ». Mais qu'à cela ne tienne, la direction, qui fait état d'une diminution dans les ventes d'appareils, licencie pour maintenir ses profits. Elle avait déjà bloqué l'embauche l'année dernière.

Elle va finir par bloquer les usagers dans ses ascenseurs.

● SKF : licenciements en roue libre

SKF, entreprise de roulements à billes, dont la maison-mère est suédoise, va procéder à des « purges ». On en saura plus, le 24 juillet au soir, après la réunion du comité central d'entreprise qui fera le point sur l'avenir des entreprises françaises du groupe. Néanmoins, la fermeture de l'usine de Bois-Colombes est déjà annoncée. Elle devrait avoir lieu dans le courant du premier semestre de l'année 1979 et entraînera le licenciement de 500 salariés. Mais il

est certain que d'autres usines, celle de Lons-le-Saunier et de Fontenay-le-Comte en particulier, sont menacées.

● Elf-France : du sucre dans les effectifs

Le comité central d'entreprise d'Elf-France en a été informé jeudi : la direction envisage — dans ces cas-là les projets sont souvent réalisés — la suppression de 1 069 emplois dans les douze mois à venir. Des licenciements auront lieu tant dans l'administration que dans le secteur de la production. La raffinerie de Vern, à côté de Rennes, fermera. Des stations-services seront aban-

données à la gérance.

● Filature le blan : bobine de licenciements

Antoine Le Blan, P-DG des établissements du même nom, une filature de Lille qui emploie 1 036 salariés, projette de licencier 293 de ses employés. Cette entreprise assure pourtant 18 % des ventes de fil de coton peigné sur le marché intérieur, mais la « ponction » touchera néanmoins plus du quart des travailleurs de la filature.

● Boussac : l'aurore de nouveaux licenciements

Les 10 500 rescapés de

Boussac vont prendre le boulot le lundi 31 juillet. Ce jour-là — pour une fois — les travailleuses et les travailleurs auront droit à une curiosité : la gueule du nouveau patron. Agache-Willot est sur le coup.

Bidermann, le jeune loup du textile qui se promène dans la crise comme un poisson dans l'eau, est aussi preneur. Un troisième aussi :

Cligman. Nouveau patron et nouveaux licenciements garantis. Les syndicats pressentent qu'ils s'élèveront à 2 000. Pour les Boussac, le retour de vacances sera doublement démoralisant.

Les klaxons de la diversion

Marseille, de notre rédaction régionale.

8 h 45. Le camion-sono est prêt, avec la dizaine de voitures des militants syndicaux qui ne sont pas sur le chantier. Dedans, on travaille encore. Et puis, tout à coup, sortie en masse comme d'habitude à 13 heures, preuve que le débrayage est massivement suivi à La Ciotat. Drôle de débrayage d'ailleurs : le rallye du chômage est organisé par la seule CGT ; les autres syndicats ont accepté d'appeler à la grève « pour ne pas briser le front syndical », mais n'invitent pas à participer au cortège de voitures qui va sillonner la région.

Tout au long de la plage, les voitures se mettent en place. Bagnoles couvertes de bad-

ges, de macarons, d'autocollants, arborant drapeaux rouges et tricolores. On démarre, direction les stations balnéaires qui nous séparent de La Seyne. 150 voitures, à 11 h du matin, dans ces villages bondés, ça fait un sacré bordel. D'autant que sifflets, klaxons, trompes, trompettes, crécelles, cymbales, et sirènes sont de la partie.

A La Seyne, la municipalité attend, avec ses écharpes. Bravo, merci encore, et meeting devant les chantiers navals. Discours super-combatif. On évoque même la prise des armes — ça ne coûte rien. Et renforcement de la CGT. Nouveau départ, traversée circulaire de Toulon, autoroute direction Gardanne. Péage : « Aujourd'hui c'est gratuit », comme un rallyeman.

La caravane ressemble à celle du Tour de France. Arrivée à Gardanne. La municipalité attend devant la mairie et offre à boire. Et en avant pour les cannettes de bière et d'orangina. Il fait drôlement chaud dans les bagnoles. Photo des cyclistes courageux qui suivent (là, c'est dans l'ordre inverse du Tour de France). Discours du maire. Tiens, c'est encore une municipalité communiste, comme ça tombe bien...

On repart pour Marseille. Là, ça va faire encore plus de bruit : on a laissé les voitures mais on a pris tout ce qu'on pouvait trouver comme matériel sonore, et quand on travaille dans la navale, il y en a. Bordel monstre sur la Canebière. Enthousiasme étonnant après une journée

pareille. Le sectarisme non plus n'a pas faibli.

Les 5 000 manifestants arrivent devant la bourse du travail. Discours. Le secrétaire de l'union départementale CGT remercie les élus communistes qui sont là. Il y a même Allione « du comité central du Parti communiste français » et Righetti « directeur de « la Marseillaise ». Puis dispersion.

Il y avait peu d'ouvriers de la réparation navale de Marseille, ce qui se conçoit, vu la baffe qu'ils viennent de prendre à Terrin, et peu de monde dans le cortège qui partait d'Arles. Ceux de La Ciotat, infatigables aujourd'hui, continuent vers FR 3 pour réclamer une information plus objective. Cris et chuchotements pour les délégués qui sont re-

çus. Promesses de FR 3.

Il est 20 h 15, la journée commence à être longue. Départ pour rentrer au bercail. Comme on dit dans ces cas-là, l'ambiance était bon enfant. L'enthousiasme, lui, était débordant. C'est quand même bête, quand on voit ça, de penser que ce rallye aura plus servi à soigner l'image de marque de la CGT qu'à autre chose et qu'une fois terminé, il n'aura pas fait avancer d'un pouce la lutte sur le chantier.

Parce que, comme l'expliquait un responsable CGT, la veille du rallye, à l'Assemblée générale sur le chantier : « On a été dans La Ciotat, on a été dans Marseille, demain on va faire la région, et après... on ira jusqu'à Paris ». L'occupation des bateaux, ça, c'est pour la saint-Glin-Glin.

M. S.

Provocation

A Toul où notre camarade Lavialle a été muté (voir notre page armée), il se passe de drôles de choses. Avant-hier, on installe dans la même cellule que Claude un déserteur ; pendant la nuit celui-ci disparaît. Il s'est enfui. Dès le lendemain, Claude est interrogé par les gendarmes et quasiment accusé de complicité de désertion ! Pour cela on risque le tribunal permanent des forces armées. S'il en était ainsi, ce serait une véritable provocation contre notre camarade, ancien candidat aux législatives.

● Pour Bertrand Devaux

Une délégation composée de la CGT, de la CFDT, du PS, du PCF et de la LCR s'est rendue avant-hier matin au 43^e RI de Lille pour s'enquérir du sort de Bertrand Devaux muté pour avoir signé la pétition. Les autorités militaires ont refusé de recevoir la délégation.

CREUSOT-LOIRE EN GREVE

Les travailleurs de l'aciérie Creusot-Loire de Marrelle ont décidé avant hier de reconduire la grève totale commencée il y a 15 jours. Après une assemblée générale, le responsable de la CGT a déclaré :

« Les gars, c'est pas juste que vous soyez en grève illimitée alors que les autres travailleurs de l'usine ne font que deux heures par jour. » Il y a eu finalement un vote à bulletins secrets qui a donné : pour continuer, 57 ; pour reprendre, 43.

Malgré la proximité des congés (pendant le mois d'août), malgré les pressions faites pour l'arrêt de la grève, les travailleurs ont décidé de continuer. Rien n'a en effet

été obtenu : rien sur l'emploi, rien sur les rétrogradations de P 2 à OS 3, rien sur la durée de licenciement, et neuf travailleurs ont été délégués.

Lundi 24 juillet, à 14 h 30, le comité d'entreprise va se réunir pour examiner les neuf licenciements proposés par la direction. Les syndicats appellent à deux heures de grève sur toutes les usines au moment de cette réunion et une délégation des usines de la Loire se rendra à Marrelle pour soutenir les camarades réprimés. Lutter jusqu'aux congés, c'est garder la possibilité de réengager la lutte dès la rentrée. C'est de cela qu'on discute à Marrelle.

Correspondant

Souvent « Sécurité » n'est pas celle qu'on pense...

Durant la nuit du 12 au 13 juillet, une équipe de garde de l'EGF, qui assure la sécurité des abonnés, était à la recherche d'une adresse. Passe une patrouille de police qui arrête les agents de l'EGF pour vérification d'identité. Interrompus dans leur travail, ceux-ci demandent aux flics de pouvoir téléphoner au poste de garde central de l'EGF afin que soient prises les mesures nécessaires en cas de fuite importante ou d'appel des pompiers.

Ils n'en ont pas le temps. Sous prétexte qu'ils n'obéissent pas suffisamment vite aux ordres, ils sont brutalement extirpés de leur estafette. L'un des employés de l'EGF voit même sa chemise arrachée ! Pourtant, ils avaient tenté d'expliquer aux flics qu'interrompre une voiture-sécurité du-

rant ses fonctions pourrait avoir des graves conséquences pour l'abonné. Réponse des flics : « Il peut y avoir 50 morts, cela ne vous serait pas reproché car vous êtes sous la surveillance de la police ».

Ceci ne dit long sur ce qu'on met sous le terme de « sécurité ». Pour les employés de l'EGF, il s'agissait d'assurer réellement celle d'un abonné. On sait que les fuites de gaz ont parfois des conséquences dramatiques. Pour les flics, qui se foutent de la mort de 50 personnes, la sécurité c'est exercez des brutalités sur ceux travailleurs au boulot, c'est le mépris total des gens et de leur vie parce qu'ils sont couverts par l'impunité que leur confère leur fonction.

Encore un bel exemple d'insécurité républicaine des forces du désordre.

Les doigts dans la tête

L'Organisation communiste des travailleurs (OCT) a tenu à la fin du mois de juin une importante conférence nationale. Elle entrera bientôt dans la phase préparatoire de son prochain congrès. Isaac Joshua a évoqué très directement pour les lecteurs de « Rouge » toutes les questions en débat dans l'OCT.

● L'OCT s'est réunie en conférence nationale à la fin du mois de juin. Pourquoi cette CN ?

— Cette CN ne se tient pas à n'importe quel moment. On peut la situer par rapport à nos débats internes, mais aussi dans le contexte plus général de désorientation du mouvement ouvrier et des révolutionnaires. On peut, en schématisant, dégager trois types de questions. D'abord, celles posées par une sorte de perte de crédibilité de la révolution, un flou quant au monde pour lequel les révolutionnaires se battent. Regarde ce qui se passe en Chine, au Vietnam ou au Cambodge, ajoute les échecs du Portugal et de l'Italie, et tu comprendras que beaucoup se demandent si la révolution est encore possible et pour quoi faire. Le deuxième type de question vient de ce que nous sommes en présence d'une crise stratégique du mouvement ouvrier, dix ans après Mai 68. Diverses stratégies ont été mises en œuvre indirectement, ce qui interroge sur la stratégie révolutionnaire elle-même.

Enfin, la nature de l'organisation révolutionnaire à construire doit être reconsidérée en détail. Il ne s'agit pas simplement de fonctionnement mal maîtrisés. Il y a un modèle à penser à part entière en relation avec le type particulier de révolution à accomplir dans nos pays. Il faut non seulement résoudre la question de la maîtrise du débat par tous les militants mais aussi la place de certains courants de révolte et de radicalisation. Je pense, en particulier, à la place spécifique des femmes.

Mais ce n'est là qu'une toile de fond. Ils sont cependant présents à travers des discussions particulières, comme celle sur la phase ouverte par la défaite électorale. On revient, par exemple, sur le schéma stratégique issu de la révolution d'Octobre, sur ses limites. C'est une question que nous avons tardé à aborder.

Sur les questions internationales, je peux te dire que nous envisageons d'aborder à notre prochain congrès le problème de la Chine. Notre comité central doit en décider prochainement. Des tribunes sont déjà parues sur cette question dans « l'Étincelle ». Il y a un accord général entre nous sur l'appréciation que nous avons eu de la liquidation du « groupe des 4 » et des dangers de restauration bourgeoise qu'elle comportait. Mais, je crois que sur ces deux questions nous devons approfondir la discussion : comment apprécier la voie en cours ? Il y a des éléments négatifs de plus en plus inquiétants depuis plusieurs mois. Quelles leçons tirer de l'expérience chinoise pour la transition au socialisme ? Ces débats doivent à nos yeux déboucher sur l'appréciation du caractère de classe de l'État chinois. D'autre part, nous avons élaboré un texte (qui est encore interne) sur les droits démocratiques sous la dictature du prolétariat. Il doit être débattu cet été dans le cadre de nos stages de formation.

● C'est un ordre du jour de congrès ?

— Tout à fait. Nous avons besoin d'un premier moment de réflexion pour toute l'organisation, car, à l'évidence, ces questions sont ressenties par tous les camarades. Malheureusement, les conditions du débat, lors du dernier congrès, n'avaient pas permis d'approfondir. La conférence de juin doit permettre à tous les militants de prendre en charge ces débats. Elle a été convoquée par le comité central avec délégation de toutes les sections. Des points de vue différents sont apparus, mais nous n'avons pas voté. Il faut continuer à débattre jusqu'au congrès. Sa date n'est pas encore fixée.

— Diverses positions sont apparues dans le cadre d'une référence commune aux thèses du II^e Congrès qui indiquaient déjà une modification sensible de notre attitude par rapport aux réformistes. Personne ne remet en cause ces thèses, mais les camarades tiennent des bilans divers quant à notre pratique passée.

Certains camarades veulent la caractériser comme une attitude de contournement des partis réformistes, notamment dans le domaine du travail de masse. Ils proposent donc une rectification correspondante. Pour eux, la présence des réformistes sur toute une série de terrains où ils étaient jusqu'à présent absents pose le problème soit de travailler avec eux, soit de militer dans des organisations

tant, bien sûr, modifier leur orientation fondamentale. D'autre part, la modification du rôle de ces courants de rupture avec les réformistes.

Dans le passé, disent les camarades, parce que nous voulions protéger ces courants d'avant-garde des réformistes, nous avons été amenés, quelquefois, à ne pas mener suffisamment loin la lutte pour l'unité des travailleurs. Il est exagéré de dire que nous avons contourné les réformistes. Par contre, nous avons parfois eu une vue à trop court terme.

Une troisième position est apparue exprimée par des camarades en désaccord avec ces deux bilans divergents. Pour eux, on assiste à un processus de normalisation dans l'extrême gauche, il se traduit

notre « réinsertion » dans les courants de radicalisation.

Crise d'orientation de croissance ?

● Vous avez également abordé la situation de l'extrême gauche...

— Une discussion est lancée sur ce problème. Le comité central a adopté un texte remis à la conférence nationale pour l'amorcer. En termes rapides (il est difficile de résumer en quelques mots plusieurs pages), disons que ce document souligne la nécessité de s'emparer du problème de la recomposition à terme du mouvement révolutionnaire. Même si le processus est long. Il y a une contradiction frappante entre l'élargissement chez les travailleurs d'un courant à potentialités révolutionnaires, un courant qui agit à son niveau, et, d'autre part, la réalité des pôles organisés de l'extrême gauche. La crise de ces organisations n'est pas unilatérale : il y a une crise d'orientation mais aussi une crise de croissance. Ce qui a des conséquences contradictoires et explique l'éclatement que je viens de constater. En plus, il y a des problèmes communs aux organisations et aux révolutionnaires inorganisés : les règles de fonctionnement démocratique, le rapport aux masses et bien sûr l'orientation stratégique. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une recomposition de l'extrême gauche en comprenant tous ces aspects.

A l'OCT, nous ne voulons pas avoir une attitude défensive, repliée, mais nous engager à fond dans ce débat. Nous voulons une confrontation qui englobe autant les forces organisées qu'inorganisées. Et, dans ces conditions, se posera à terme, l'émergence d'une nouvelle organisation communiste capable de soulever à une échelle de masse les problèmes qui nous préoccupent tous.

Un très large consensus s'est dégagé sur ce document. Les nuances sont apparues sur des questions concrètes comme, par exemple, les rapports avec la LCR.

● Quelles discussions avez-vous eu sur la LCR ?

— Nous avons eu un débat spécifique qui a fait apparaître trois types d'appréciation. Tout le monde était d'accord pour juger inquiétante la place quasiment stratégique qu'occupe le front unique dans votre orientation. Et nombreux étaient les camarades qui, dans ces conditions, se demandaient si le prochain congrès de la LCR n'aboutirait pas à un basculement de ligne. Votre attitude sectaire (le rassemblement de Pantin) a aussi été notée.

Ceci admis, certains camarades mettaient l'accent sur la place que la Ligue occupe dans la lutte des classes. Elle serait proche de la notre, nourrit donc des convergences et justifierait l'engagement dans un processus de discussion de longue durée. Il pourrait aboutir à une organisation communiste unifiée. D'autres camarades, tout en faisant le même constat, sont réservés sur le pronostic bien qu'ils considèrent qu'une confrontation politique sérieuse soit indispensable à tous les niveaux. Il y a enfin des camarades qui jugent votre évolution droitère irréversible et portent donc un jugement encore plus négatif.

(Propos recueillis par Jean-Yves Touvais)

« Il y a une crise d'orientation mais aussi de croissance dans l'extrême-gauche »

Entretien avec Isaac Joshua du Bureau Politique de l'OCT

trême gauche et la recomposition du mouvement révolutionnaire, enfin sur le fonctionnement de l'organisation. Nous avons également abordé quelques points précis comme l'opposition syndicale et le travail « femmes » à l'entre-

● Sur les différents points de l'ordre du jour : peux-tu indiquer quelles étaient les premières divergences à propos des rapports réformistes-révolutionnaires par exemple ?

de masse dominées par eux.

D'autres camarades mettent plutôt l'accent sur les deux principales modifications de la situation. D'une part, le comportement des réformistes par rapport aux différentes formes de radicalisation, qui s'adaptent sans pour au-

par un recul considérable dans sa capacité à être en prise sur les phénomènes de radicalisation. Ils craignent que cela n'aboutisse à une subordination de fait aux réformistes, ils ne sont pas convaincus par les rectifications proposées et mettent plutôt l'accent sur



L'armée
contre
la liberté
de la
presse

POUR avoir donné une interview à « Rouge » Claude Laval, soldat au 35^e RI, a d'abord été puni de 15 jours d'arrêts de rigueur. Sa campagne a tenté de le voir, en vain. On lui a expliqué qu'il était en perm ! Ce n'est que plus tard qu'elle réussissait à apprendre la nouvelle : Claude Laval avait été muté au 516^e régiment du train de Toul. Il est détenu dans des conditions immondes et il est menacé de 22 jours de rab par son colonel, alors qu'il devait être libéré le 27 juillet.

Les autorités militaires de témoigner dans la presse de leur conditions d'existences et de travail. Plusieurs autres militaires qui avaient écrit dans « le Monde » avaient également été sanctionnés. Comment appeler cela autrement que censure ? Comment la presse pourrait-elle rendre compte de ce qui se passe dans l'institution militaire si elle est mise sous la haute surveillance de la hiérarchie ? Si elle n'a pas le droit de donner la parole aux premiers intéressés ? On veut intimider la presse par de telles mesures et c'est inacceptable. C'est dans la même logique que le ministre des Armées a retiré son accréditation à Jean-Paul Doukhan, journaliste à « l'Humanité » qui parlait un peu trop souvent de la pétition qui circule dans les casernes. Depuis que « Rouge » existe le ministère a également toujours refusé d'accréditer un de ses journalistes.

Il continue d'interdire la possession et la lecture de dix journaux (dont deux quotidiens : « Libération » et « Rouge ») dans les enceintes militaires. Décidément l'armée ne résiste pas à la tentation d'étendre partout ses pouvoirs exorbitants. Car il ne faut pas venir dire que les autorités appliquent la loi, sans plus : quand c'est le général Méry, chef d'état-major, qui justifie avant les élections, en uniforme et devant un large public, critique le programme du Parti socialiste, le ministre ne trouve rien à redire. Seuls les généraux ont la parole.

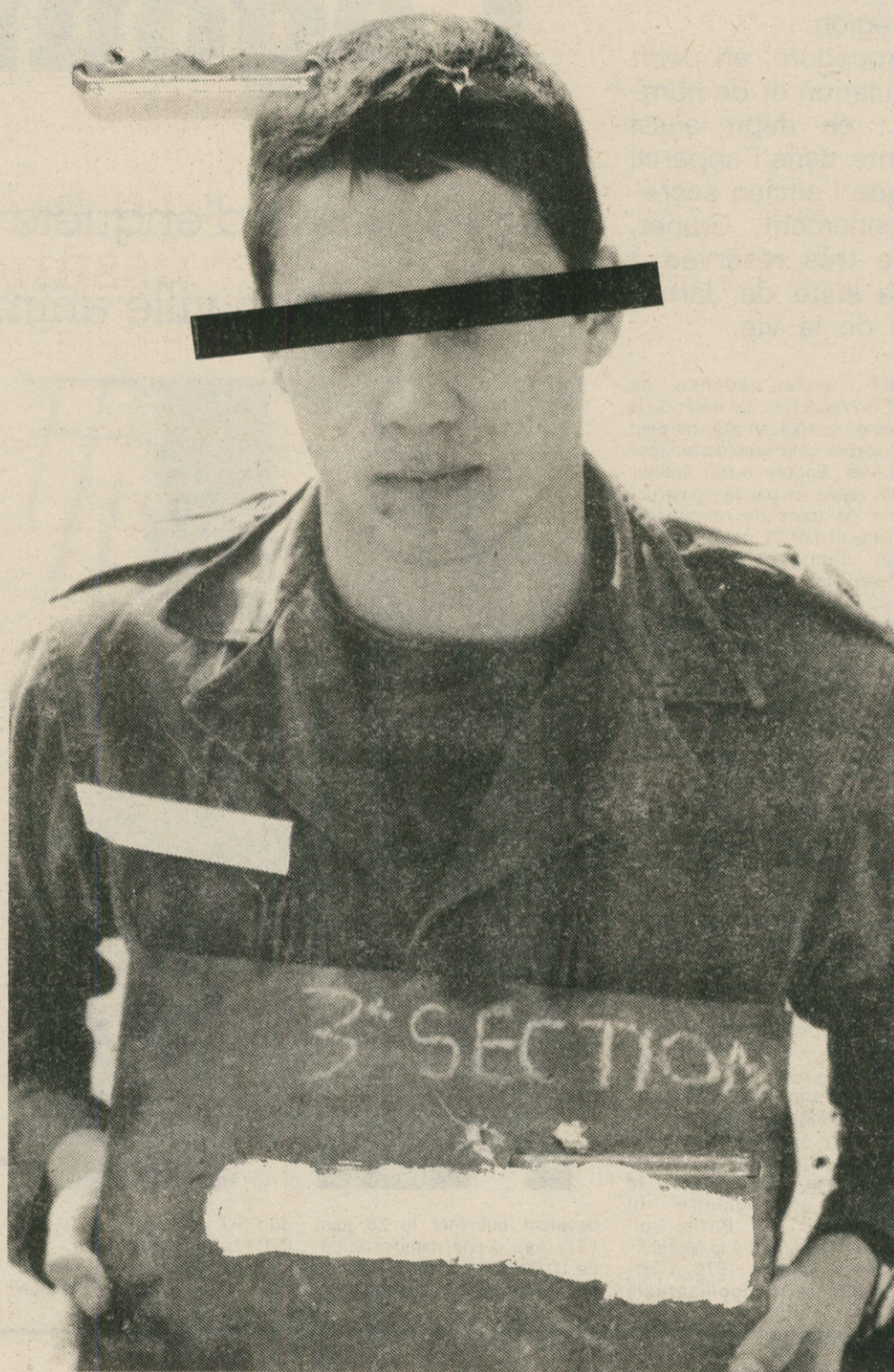
Philippe Andréa

Les soldats ne sont pas seuls

ADijon, c'est la CGT, la CFDT, le PS, le PCF et le PSU qui ont rendu compte des travaux de la coordination des comités de soldats de la région Bourgogne-Franche-Comté. Ils ont remis à la presse le texte (voir ci-contre) élaboré par les comités qui affirme le caractère indissociable des batailles pour les transports gratuits et les permissions hebdomadaires. Quels que soient les désaccords qui peuvent exister entre les comités et les syndicats, cela ne les a pas empêchés de soutenir les mots d'ordre que les comités se sont donnés, de respecter leur autonomie, leur démarche. Il s'est passé la même chose à Rouen, où une coordination des comités, du 39^e RI, du 41^e RT et du 71^e RG s'est réunie le 8 juillet dans un local syndical avec le soutien de la CGT et de la CFDT. Là aussi les comités ont rappelé le caractère indissociable des revendications contenues dans la pétition.

La bataille autour de celle-ci a permis la création de nouveaux comités. Il existe toujours dans une caserne des petits regroupements de militants politiques et syndicaux, mais qui, en l'absence de liens avec l'extérieur, restent souvent isolés, sans perspective autre que l'organisation d'actions de résistance élémentaires, comme freiner une marche épuisante. La pétition a, dans de nombreux endroits, permis à ces regroupements de sortir un premier tract, qui parfois, comme à Saint-Quentin, est signé des organisations syndicales.

Ainsi naît un comité de soldats. La Sécurité militaire est obligée de surveiller les locaux syndicaux, les autorités de la caserne de surveiller leur langage, car le



mouvement ouvrier répercute maintenant tous les faits, gestes et paroles de ceux qui se risquent à organiser la répression. Les comités sont en train de devenir de réelles structures syndicales, où de nombreux jeunes font leur apprentissage de la lutte des travailleurs pour l'amélioration des conditions de travail, de la lutte contre l'arbitraire. Les coordinations existent localement, parfois se tiennent régulièrement depuis plusieurs années, mais rien ne s'est fait encore nationalement.

C'est la réticence des directions confédérales qui en est la cause. C'est à elles de mettre à l'ordre du jour la création d'un syndicat de soldats unitaire, lié à la fois à la CGT, la CFDT et à la FEN. Il serait l'illustration de la possibilité d'unité organique du monde syndical.

Le rapport de forces face la hiérarchie changerait alors du tout au tout. Déjà, quand, à Dijon, les syndicats font une conférence de presse de soutien aux comités, l'autorité militaire se voit obligée de répondre, elle aussi par voie de presse. La hiérarchie se trouve alors dans l'obligation de se défendre : elle explique que les soldats ont des droits (le droit de réclamation individuelle), et renvoie la responsabilité de la situation actuelle aux autorités politiques.

Quelle réponse pourrait-elle faire d'ailleurs quand le malaise grandit chez les engagés, qui ne voient pas pourquoi eux non plus ne peuvent pas défendre leurs revendications, autrement que dans les commissions bidons ? Il va bien falloir, à nouveau, que le gouvernement se penche sur son armée, plus malade que jamais.

P. A.

L'appel de la coordination de Dijon

Le gouvernement et les autorités militaires ont déclenché une nouvelle vague de répression dans les casernes.

Pour arrêter la pétition des soldats pour les transports gratuits et le droit aux permissions, ils prétendent intimider les signataires et isoler ceux qu'ils qualifient de « meneurs ».

Ainsi, dans notre région, ce sont 12 appelés du 60^e RI de Lons-le-Saunier, 40 du 602^e RCR de Dijon, 3 du 1^{er} RA de Montbéliard, 15 du 30^e RD du Valdahon, une trentaine au 35^e RI de Belfort qui ont été gratifiés de 30 jours d'arrêts simples pour avoir signé la pétition. 4 soldats se sont vus frappés de 60 jours d'arrêts de rigueur (à Dijon et au Valdahon).

Grâce aux réactions du mouvement ouvrier et démocratique, ainsi que de la presse, et du fait des différenciations au sein de la hiérarchie militaire, il n'ont pu aller plus loin. Ainsi, ils ont déjà dû reculer : à Belfort, où les 30 jours d'arrêts simples ne sont pas appliqués, à Montbéliard où deux soldats, partis l'un pour trente jours simple, l'autre pour soixante jours d'arrêts de rigueur, sont relâchés. A Dijon, où sur 11 soldats partis pour des arrêts de rigueur, il n'en reste que deux, les soldats Michenaud et Theurot (depuis mutés, respectivement, au 30^e RD de Valdahon et au 4^e RH de Besançon).

Pendant les vacances, prétendraient-ils frapper plus fort ? Dans une récente circulaire, le général Etchévéry va jusqu'à menacer les signataires futurs de soixante jours d'arrêts de rigueur et les

« meneurs » de la Cour de sûreté de l'Etat.

Ces manœuvres de répression n'arrêteront pas le mouvement des soldats. La pétition a recueilli maintenant trois mille signatures et bientôt cinq cents noms sur la région. Ce n'est pas la répression qui réglera le problème de milliers d'appelés qui reçoivent une solde de 255 F en dépensent la moitié, voir plus, pour payer leur voyage de permission, qui passent deux fois de six à douze heures de leur permission massés dans les couloirs, voire même dans les WC des trains bondés, où qui même, souvent, ne peuvent pas partir à cause du délai de route et du manque d'argent.

Il est possible au gouvernement d'accorder la gratuité et une meilleure qualité des transports, quitte à rapprocher les affectations, mais

l'accorderait-il qu'on ne pourrait même pas en profiter. En effet, la majorité d'entre nous ne rentrent pas deux fois par mois, loin de là, car il est fréquent de voir des soldats ne pas rentrer chez eux pendant six ou huit semaines. Comme le disent nombre de gradés : « Les permissions ne sont pas un droit, mais une faveur », et ils les accordent selon leur bon vouloir. C'est par le chantage à la permission qu'on prétend bâillonner des millions de jeunes.

Voilà pourquoi, nos deux revendications (transports gratuits et permissions régulières hebdomadaires de 48 heures, récupérables en cas de nécessité de service) sont indissociables et si populaires chez la grande masse des appelés.

Aujourd'hui, des jeunes appelés de plus en plus nom-

breux sont prêts à lutter. Il faut imposer les droits démocratiques pour tous les soldats, notamment le droit de s'organiser et de s'exprimer librement à visage découvert. Seule une large mobilisation civile peut permettre cela. Ainsi, avec le soutien des syndicats CGT, CFDT, FEN, une délégation de soldats de la région a pu manifester librement à Dijon le 1^{er} Mai dernier, sans qu'ils soient inquiétés par la suite.

Nous appelons les organisations syndicales des travailleurs et les organisations politiques et démocratiques à intensifier le soutien sous toutes ses formes pour faire lever toutes les sanctions et pour la satisfaction de nos revendications.

Les comités du 602^e RI, 1^{er} RA, 35^e RI réunis à Dijon le 7 juillet

Samedi 22 juillet, les écologistes du Nogentais, de la région parisienne et de la région troyenne organisent une journée de protestation contre la centrale nucléaire prévue à Nogent-sur-Seine. Ce sera une fête dans la ville avec orchestres, débats, théâtre, pour informer la population sur le projet, dont l'enquête d'utilité publique va s'ouvrir.

Le ministre de l'Industrie a, en effet, autorisé le directeur général d'EDF à déposer la demande de déclaration d'utilité publique, comme l'a annoncé, le 11 juillet au conseil régional de l'Ile-de-France, le préfet de région.

Ainsi s'engage la procédure, en dépit de l'hostilité de la population et de nombreuses municipalités : en dépit aussi d'une division importante dans l'appareil d'Etat lui-même, puisque l'ancien secrétaire d'Etat à l'environnement, Granet, avait pris une attitude très réservée à l'égard du projet, à la suite de Jarrot, ministre de la Qualité de la vie.

LE projet de construction de deux tranches de 1 300 MW chacune, en bordure de Seine, à quelque cent kilomètres de Paris, correspond, a déclaré le préfet de région, à un « choix régional ».

On ne saurait mieux dire, quand il s'agit de mettre toute l'Ile-de-France sous la menace d'un accident nucléaire, d'ajouter aux pollutions de la Seine une grave pollution thermique, de construire de nouvelles lignes THT (très haute tension). On peut rire quand le préfet de région déclare, imperturbable : « Il n'y a pas un seul habitant dans un rayon de 2 km à partir du centre du site ». Comme si la question était là !

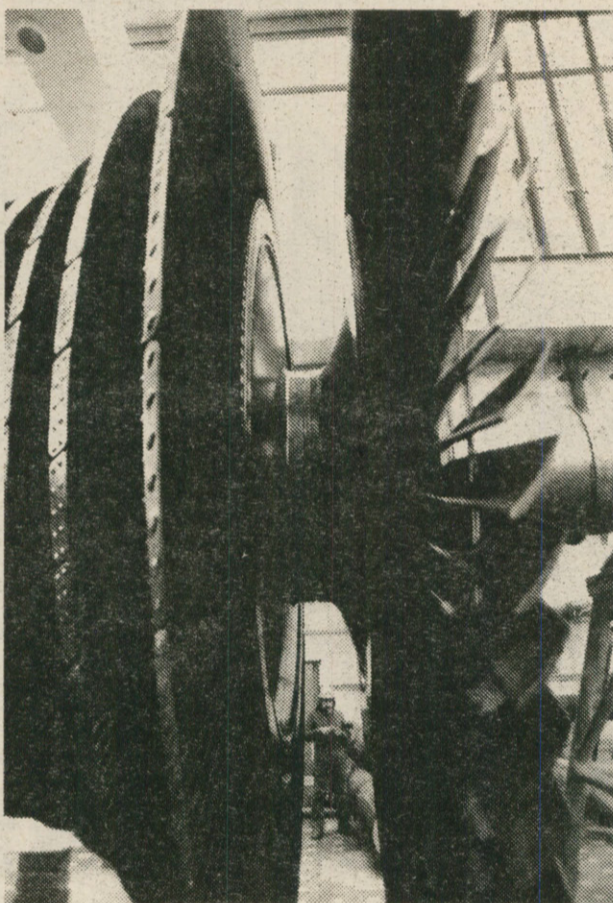
Outre la proximité d'agglomérations comme Nogent, se pose un sérieux problème de réchauffement des eaux, qui avait justifié une mise en garde de l'Agence de bassin en mai 1975. Dans son avis, le Comité de bassin écrit : « De telles implantations, en l'état actuel de nos connaissances et de la technique, doivent être différées en amont de Paris, compte tenu de la nécessité de ne pas détériorer la qualité des eaux superficielles ou souterraines ». Les rejets prévus dans la Seine sont en effet aux environs de

15°, à la cadence de 11 m³/seconde. Le débit de la Seine, surtout en été, ne peut absorber cela sans dommages graves. Encore a-t-on limité ces rejets et par la construction de tours de refroidissement, et par la mise en chantier d'un grand réservoir d'eau, le réservoir « Aube » déclaré d'utilité publique avant la centrale. Pour sa construction il faudra détruire 2 000 ha de forêt de chênes et inonder 1 000 ha de terres cultivées. L'opération concerne 600 exploitants et propriétaires, et coûtera plus de 500 millions de NF.

Aussi, les écologistes ont-ils très tôt lancé la « bataille de la Seine ». Le projet était annoncé en janvier 1975 par Galley, ministre de l'Équipement et maire de Troyes. Une première mobilisation l'obligeait à renoncer au premier site envisagé, Courceroy. Puis se créait l'APROVAS (Association pour la protection de la vallée de la Seine), qui entamait une campagne de pétitions contre le nouveau site de Nogent. D'autres associations entraient dans la bagarre et se regroupaient en novembre 1976 dans le comité antinucléaire du Nogentais. A Paris, un meeting se tenait à la Mutualité en novembre 1976. L'ensemble des mobilisations

Une centrale au bord de l'égout-Seine

La procédure d'enquête va commencer à Nogent
Opération ville animée, samedi 22 juillet



devaient culminer le 26 juin 1977 lors d'une manifestation de 10 000 personnes à l'appel des associations écologiques,

(Seine-Maritime) et Graveline (Nord).

De nombreuses municipalités se sont déclarées hostiles au projet, en dépit des voyages offerts par EDF au Bugey en 1975, et aux Etats-Unis en 1976 (séjour de douze jours offert au maire de Nogent et à trois autres élus !). 12 communes rurales, les conseils de Nogent et de Romilly-sur-Seine ont pris position contre le projet.

Zizanie dans les ministères

L'affaire était si sérieuse qu'elle a donné lieu à une très sérieuse lutte d'influence entre divers hauts personnages de l'Etat.

Galley, ardent défenseur du projet, et ministre de l'Équipement en 1975, s'est heurté à Jarrot, ministre de la Qualité de la vie, puis à Granet, secrétaire d'Etat à l'Environnement. C'était au temps où les velléités réformatrices du giscardisme avaient encore un peu d'allure...

Ainsi Jarrot lançait la campagne : « Sauvons la Seine » en décembre 1975, et, dans une lettre à son successeur, il s'opposait au projet. Granet, à sa suite (qui n'était pas ministre, mais secrétaire d'Etat, il faut faire

attention, ça change tout le temps. NDLR) se déclarait très « réservé ». Galley passait une mauvaise passe en juin 1976 quand Marcel Frossard, professeur au Collège de France et membre de la commission de l'énergie au Plan relevait plus de vingt erreurs dans le rapport qu'il devait présenter au conseil de l'Aube en janvier 1975.

Mais c'est Granet qui perd : fin août 1976, le secrétariat d'Etat à l'Environnement est supprimé, et Granet ne fait plus partie du nouveau gouvernement Barre : le vent a tourné. Il y aura pourtant un autre épisode. En janvier 1977, le dossier Creusot-Loire sur le système de refroidissement à sec des centrales nucléaires paraît. Ce système peut éviter de construire des tours de réfrigération.

Quelques écologistes donnent dans ce qu'il faut bien appeler un panneau, car derrière ce nouveau procédé, il y a les appétits de Creusot-Loire, et une nouvelle stratégie d'implantation des sites. Il semble aujourd'hui que ce rapport n'ait pas modifié les intentions du gouvernement qui reste fidèle aux localisations sur les voies d'eau. La décision d'autoriser l'enquête sur Nogent le prouve.

Madeleine Verdi

Echos-logiques

• Un mémoire à Mazarin

Ce n'est pas une brochure, mais un libelle, en forme de mémoire à... Son Eminence le cardinal Mazarin. Avec une belle couverture où l'on donne du « Monfieur » et du « Confeil », le libelle se présente comme un beau canular. Sous son titre grand siècle, évoquant les courageux « mémoires au Roy » de Vauban sur les abus de la fiscalité, il s'agit d'un mémoire sur l'Etat de l'atome. Yves Lenoir (des Amis de la Terre), qui en tient pour sa comparaison entre le giscardisme et la monarchie absolue, nous livre ainsi quelques réflexions sur le nucléaire.

Après avoir écrit le « rapport Poincaré », autre canular scientifique, il lui faut remonter encore plus haut dans le temps, car, comme dit l'auteur : « Au train où vont les choses il aurait peut-être fallu anticiper l'histoire et lancer

dès le XVIII^e siècle un solide système surrégénérateur. »

Si vous n'avez pas compris toutes les astuces, c'est en vente aux Amis de la Terre (supplément au n° 36 du « Courrier de la baleine »). Vous verrez, c'est du sérieux.

• Menaces sur le Nord

La région littorale du Nord est-elle choisie pour recevoir une très importante concentration nucléaire ? Les écologistes s'étaient déjà étonnés qu'à Gravelines, alors que la centrale en construction doit comporter quatre réacteurs de 3 600 Mwe, les canaux d'amenée dans le dossier présenté lors de l'enquête d'utilité publique. Ils se sont ensuite alarmés des bruits qui

font de la ville d'Offekerque près d'Oye-Plage l'un des quatre sites envisagés pour construire la seconde usine européenne d'enrichissement (COREDIF). Un autre site se trouve en France, un en Belgique et un en Italie. Plusieurs sources tendent à prouver que ce site pourrait avoir la préférence.

L'ensemble de ces craintes s'est trouvé confirmé, enfin, lorsqu'un colloque sur l'énergie, organisé à Lille, a publiquement soutenu la nécessité d'un développement massif du nucléaire dans le Nord.

Le Comité antipollution de Dunkerque a écrit une lettre aux dix-neuf signataires de la déclaration commune sur l'extension de la centrale nucléaire de Gravelines et Coredif, pour leur faire part de l'inquiétude soulevée par ce colloque, présidé par Jacques Bloch-Morhange. Il soulignait également dans cette lettre que le préfet de région, Paraf, et le sous-préfet de Dunkerque, Bonnet, viennent de la

Manche, région où ils ont pu acquérir de l'« expérience » en matière nucléaire avec Flamanville et La Hague.
• CAP, 7 rue Royer (porte 3) 59140.

• Sous verre pour l'éternité

L'atelier de vitrification des déchets radioactifs a commencé à fonctionner depuis un mois à Marcoule. Par ce nouvel atelier, la boucle du cycle du combustible est bouclée, puisqu'il s'agit de l'ultime « traitement » des déchets nucléaires, après l'usine de retraitement. Cette méthode consiste à prendre les déchets dans de la pâte de verre en fusion, pour, dit « le Matin », en « anesthésier les redoutables effets ». Mais comment assu-

rer la conservation de ces verres pendant des siècles ? L'imagination technocratique est féconde sur ce sujet : les installer dans des formations géologiques profondes (dont rien ne prouve qu'elles soient immuables) ou les envoyer sur orbite (pour toujours)...

• Nucléo-mondial

Le Premier ministre irlandais a déjà fait acquérir par le gouvernement un terrain au sud-est de l'île, à Wexford. Mais son propre parti, le Fianna Fail, a failli se prononcer contre le projet. L'autre « grand » parti, le Fine Gael, est hostile à la centrale. Quant au principal syndicat, l'ITGWU, il s'est également déclaré hostile à la centrale. La population a

manifesté son désaccord, tout comme sa résistance à divers projets d'industries polluantes sur la côte ouest du pays.

En Autriche, un référendum nucléaire a été décidé pour le 5 novembre prochain. Une centrale en construction se trouve à 60 km de Vienne à Zwetendorf. Le chantier a commencé en 1972 mais les travaux sont arrêtés actuellement.

La décision de Carter de limiter ses importations de pétrole au sommet de Bonn ne saurait manquer d'avoir des conséquences sur sa politique nucléaire. Elle devrait le pousser, en effet, à augmenter la part de l'énergie nucléaire dans l'énergie US. Un rapport de la fondation Ford estime que le nucléaire est très légèrement plus avantageux que le charbon ou le pétrole sur les plans économiques et écologiques.

Samuel Beckett est joué deux fois dans le programme officiel de ce festival. Il est à la cour d'honneur du palais des Papes, avec « En attendant Godot » monté par Otomar Krejca, et à la salle Benoît XII où la compagnie de Jean-Claude Fall a composé « Têtes mortes » sur un recueil de ses nouvelles. Deux spectacles très différents, deux approches opposées d'un auteur somme toute assez méconnu. Alors que Jean-Claude Fall cherche à produire une expérience introspective chez « le » spectateur, Otomar Krejca choisit le texte le plus populaire de Beckett pour atteindre « les » spectateurs. Cette nuance entre le singulier et le pluriel, pour subtile qu'elle paraisse, est évidente quand on a vu les deux spectacles à la suite. Et il est probable que les amateurs du second ne se seront pas toujours retrouvés dans le premier.

Non qu'il y ait deux Beckett à opposer. Les dernières mises en scène de « Pas » et « Pas moi », au théâtre d'Orsay avec Madeleine Renaud et Delphine Seyrig, sont certainement plus proches du spectacle de Fall que de celui de Krejca. Sauf que Krejca enrichit Beckett de sa propre expérience, celle d'un Tchèque bâillonné par la bureaucratie et qu'au contraire, Fall nous donne l'impression du vide. Sa lecture de Beckett provoque le vertige, en encourageant ce qu'il appelle une « retour stratégique » sur soi-même. Et il est difficile d'y adhérer. Son spectacle s'adresse aux sens : deux personnages, joués chacun par deux auteurs, déambulent en monologuant. L'homme et son père râclent au fond de leur mémoire les résidus d'une vie. La femme arpente ses dix dernières années avec un vieillard qui évoque tantôt son amant, tantôt son père. L'homme et la femme s'agrippent aux mêmes problèmes sans jamais se rencontrer : doivent-ils tuer leurs géniteurs ? Peuvent-ils les reconnaître ? Les acteurs parlent avec des micros dans la cravate qui renvoient leurs voix dans les haut-parleurs du fond. On croit un instant au play-back. Et il faut reconnaître que cet appel à l'introspection m'a paru plus inquiétant qu'autre chose.

LE soir où l'on jouait pour la troisième fois « En attendant Godot » dans la cour d'honneur, Otomar Krejca était de retour à Prague. Interrogé par la police, on ne savait pas s'il pourrait ressortir de son pays.

C'est que Krejca ne veut pas s'exiler. Il a tra-

vailé ces dernières années en Allemagne occidentale parce que son théâtre à Prague, le Za Branou, avait été fermé, mais il n'est pas sorti sans un billet de retour. Il compte bien aller et venir dans ce monde où à l'époque des accords d'Helsinki il est plus difficile de voyager qu'il n'y paraît.

Un grand disque blanc

La mobilité et l'immobilité sont aussi au centre de la pièce de Beckett : deux clochards, Vladimir et Estragon, attendent en un lieu aussi précis qu'indéfini un monsieur Godot qui ne viendra pas. Passent Pozzo et son « porc » Lucky, le maître et l'esclave, mobiles dans

l'espace et le temps. L'opposition entre ces « êtres humains d'origine divine », leurs relations ambiguës dans les deux tableaux, sont l'occasion d'une sorte de parabole sur notre vie et ses rapports au pouvoir. Non au pouvoir d'Etat mais à la domination.

Krejca met ses quatre personnages sur un grand disque blanc au centre de la cour d'honneur, avec un arbre qui ressemble plus à un gibet qu'au saule qu'y voit Vladimir et un rocher plat pour seul mobilier. Ils attendent. « Rien ne se passe, personne ne vient, personne ne s'en va, c'est terrible. » Peut-on vivre dans cette ambiance ? Il le faut bien, c'est même possible. La preuve : ils restent. « Parce qu'il faut attendre Godot. » On peut se parler, mais ça ne sert pas à grand-chose. Estragon dit à Vladimir : « A qui veux-tu que je raconte mes cauchemars privés, sinon à toi ? — Ils doivent rester privés », lui répond Vladimir. Que faire alors ? Se pendre ? Ce n'est pas possible ; alors ne « faisons rien, c'est plus prudent ». Rufus et Georges Wilson soulèvent des rires tout le long des gradins, donnent à ces deux clochards une dimension populaire.

Arrive Pozzo tenant Lucky en laisse. On ne sait trop d'où il vient, où il va, mais il domine et dirige de son fouet. Devant la stupeur des

clochards, il va retourner leurs sentiments avec habilité et cynisme. L'interprétation de Michel Bouquet est d'ailleurs la plus forte du spectacle. Vladimir et Estragon se demandent pourquoi le valet de Pozzo est traité ainsi : « Peut-être est-ce un idiot, un crétin. » Pozzo mange ; jette les os de son poulet. Les deux clochards lui demandent les restes :

« Les os reviennent au porteur, demandez lui. » Estragon : « Mōssieur, les os, vous les voulez ? » Pas de réponse. Pozzo : « Ils sont à vous ! » Ils se jettent dessus, mangent et commentent l'attitude du maître :

« C'est une honte de traiter un être humain de cette façon ! » « Un scandale », rajoute Rufus-Estragon.

« Nous sommes contents » ?

Le couple hypocrisie-cynisme ne peut m'empêcher que la société d'où vient Krejca, dix ans après l'intervention soviétique à Prague. Notamment, lorsque le maître parle pour l'esclave : ce travailleur qui lui a tout appris, qui le légitime, sans lequel il ne serait rien. A la question : « N'a-t-il pas le droit de se mettre à l'aise ». Pozzo répond : « C'est qu'il ne veut pas. » Et plus loin : « J'aurai pu être à sa place, et lui à la mienne, si le hasard ne s'y était pas opposé. Chacun son dû. » Finalement, il réussit à con-

vaincre les deux clochards que lui, le maître, est le plus malheureux : « Comment osez-vous, c'est honteux, un si bon maître ! », reproche Vladimir à Lucky.

La mise en scène extrêmement minutieuse de Krejca et les numéros d'acteurs ressortent certaines formules du texte avec une puissance polémique. Ainsi cette réflexion de Pozzo-Bouquet : « Ne disons pas de mal de notre époque... Ou plutôt, n'en parlons pas. » Dans la deuxième partie, l'histoire recommence, mais sur un rythme plus rapide et

d'apparence optimiste. Seulement d'apparence : « Nous sommes contents. Qu'est-ce qu'on fait maintenant qu'on est content ? », demande Vladimir. On attend Godot répond l'autre. Tout continue, « plus ça change, plus c'est la même chose. »

Cette existence avec laquelle il faut compter, ces changements qui n'en sont pas, ces espaces infinis autour du disque blanc de la cour d'honneur, ce temps sans limite — les personnages ont des âges impossibles — l'avenir sans issu, font de Beckett un pessimiste du présent. Sans espoir. « Vous n'avez pas fini de m'empoisonner avec vos histoires de temps », crie Pozzo à la fin de la pièce. « Le même jour, le même instant, ça ne vous suffit pas ? » Et si Krejca ajoute de la tendresse à ce désespoir, n'est-ce pas pour le rendre plus accessible ? « On trouve toujours quelque chose pour se donner l'impression d'exister », dit un moment Rufus. La salle n'a pas rit.

Jean-Yves Touvais

BECKETT AU SINGULIER ET AU PLURIEL

Salle Benoît XII et au Palais des Papes



Le temps n'a plus d'importance

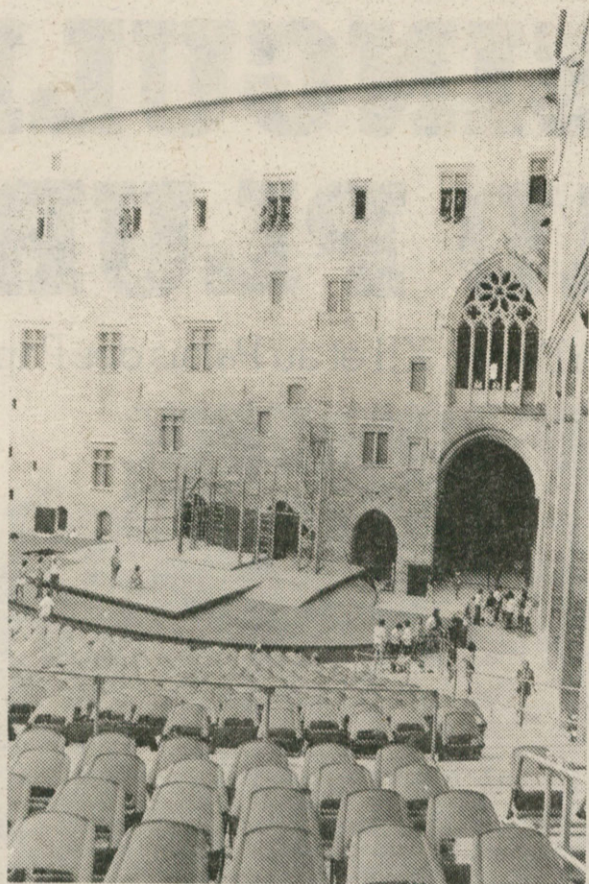
« En attendant Godot » par Otomar Krejca

suite de la page 9

Otomar Krejca

OTOMAR Krejca est né le 23 novembre 1921. Il découvre à 19 ans le travail d'une des principales personnalités du théâtre tchèque d'avant-garde, E. F. Burian et il décide de devenir acteur. Pendant la guerre, il travaille sur des scènes de province ; en 1945, il est engagé au Théâtre E. F. Burian où il interprète le « Prométhée enchaîné » d'Eschyle et « Cyrano de Bergerac », de Rostand. La saison suivante, il accepte l'offre de mettre en scène Jiri Frejka qui l'engage sur les scènes municipales, où il débute avec « Macbeth » de Shakespeare, avant d'interpréter une série de rôles importants, parmi lesquels Tuzembach des « Trois sœurs ». En 1949, Krejca a pour la première fois l'occasion de mettre en scène une pièce, « la Fausse Monnaie » de Gorki. Peu après le départ de Frejka des scènes municipales, Krejca est engagé au Théâtre national de Prague, première scène de Bohême. Il y joue à partir de 1951 une série de grands rôles des répertoires tchèque et international, par exemple, Othello de Shakespeare, Malvolio dans « la Nuit des rois », le Don Juan de Molière et Warwick dans « Sainte Jeanne » de Shaw.

En mars 1956, Krejca est nommé chef du drame au Théâtre national, où il construit, avec



le dramaturge Karel Kraus et d'autres collaborateurs, un véritable atelier de création théâtrale qui, sous leur impulsion, marque fortement le théâtre tchèque. Par sa propre activité de metteur en scène, Krejca porte au succès de nouvelles pièces tchèques nées dans cet atelier de création. Ses mises en scène qui ont le plus d'écho sont alors

celles de pièces du classique tchèque J. K. Tyl, de « la Mouette » de Tchekhov et de « Roméo et Juliette » de Shakespeare.

Au milieu de l'année 1961, O. Krejca quitte la fonction de chef du drame, tout en demeurant acteur et metteur en scène au Théâtre national. C'est après cette date qu'il réalise ses

premières mises en scène à l'étranger, « Hamlet » et « la Muette » au Théâtre national de Belgique, « Roméo et Juliette » à La Havane.

En 1965, avec ses plus proches collaborateurs, Karel Kraus et Joseph Topol, il fonde à Prague le Théâtre Za Branou (le Théâtre derrière la porte). L'activité de ce théâtre ne lui permet que de rares mises en scène à l'étranger ; en 1968, « Fin du Carnaval » de Topol, avec la troupe du Burgtheater à Vienne, lui vaut la médaille Kainz décernée pour la première fois à un étranger ; en 1969, il monte « Roméo et Juliette » à Cologne et en 1970, « les Trois Sœurs » au Théâtre national de Belgique.

En 1966 Krejca devient président de l'Union des artistes de théâtre tchèques, poste qu'il occupe jusqu'en 1970, date de la dissolution de celle-ci par les autorités tchécoslovaques. Le Za Branou, quant à lui, a donné sa dernière représentation à Prague le 10 juin 1972 et a été fermé.

(Extraits du supplément à « Travail théâtral » : « Otomar Krejca et le Théâtre Za Branou de Prague ».)

• Depuis, Otomar Krejca travaille en Allemagne, à Düsseldorf, où il a monté notamment « la Cerisaie », « Hamlet », « Ce fou de Platonov ». « En attendant Godot » est la première mise en scène réalisée par Otomar Krejca, en France.

La jungle du Off

LES troupes off représentent la grande majorité des spectacles en Avignon, et elles n'avaient pas apprécié la volonté de normalisation du maire. Voulait-il liquider l'off ? C'est ce qui pouvait ressortir d'un article éditorial contre la « pollution esthétique » par le sénateur socialiste, dans le bulletin municipal, et surtout d'un arrêté appliqué à coups de matraque par les CRS du coin. Le premier lundi du festival des incidents ont même eu lieu sur la place de l'Horloge.

Après une lettre signée par une majorité des 150 troupes off et une entrevue avec le maire et le député socialiste (Dominique Taddéi), les troupes ont obtenu satisfaction sur plusieurs revendications (voir « Rouge » de mardi dernier). Elles veulent une orga-

nisation collective de l'affichage, de la publicité et de l'information. Elles ont demandé à la mairie de mettre à leur disposition des panneaux, une table et un système diapo. La mairie a accepté, à l'exception des calicots que les troupes se proposaient, comme tous les ans, d'étendre au centre-ville. Les Avignonnais n'aiment pas, a répondu le maire. En contrepartie les troupes devront se soumettre à la discipline collective et cesser d'exposer leurs panneaux place de l'Horloge. Elles devront se contenter d'une pancarte municipale (environ deux mètres carrés) par spectacle. Une réunion entre la direction du festival, les troupes « in » et la mairie est prévue à la fin du mois. Les troupes off veulent y discuter de principes d'organisation à plus long terme.

Rue Philonarde

Il est difficile de s'orienter, de choisir parmi les multiples spectacles proposés chaque jour dans les rues d'Avignon. Quand ce ne sont pas des cours, ce sont des garages ou des boutiques désaffectées qui deviennent « lieux théâtraux ». Ainsi, dans la rue Philonarde, non loin de la salle Benoît XII, deux boutiques transformées en théâtre accueillent des spectacles mon-

tés le plus souvent par des femmes. Il y a le Théâtre de l'Exigu où j'ai vu « Ma poupée », un texte d'Elie Berger joué par Liliane Nataff. Un long poème sur le corps de la femme et son image refusée/acceptée. Un démaquillage parfois difficile, et tourmenté, mais bien utile dans ce festival. A 22 h, le même théâtre présente « Just Hamlet », une recherche d'au-

teurs-acteurs-metteurs en scène — Jacqueline Darrigade et Serge Valletti — et dont « Rouge » avait dit du bien lors de sa création à Paris. Les mêmes créent un autre spectacle, « Oeuf de Lynch », à 17 h. Je ne l'ai pas vu.

En face, au 89, rue Philonarde, « Battements d'elles » une petite salle de vingt places présente sous le titre « Chanson de femme » une dizaine de spectacles. Je n'ai vu que Marie-Christine Gaudin qui à elle seule vaut le déplacement. Elle parle et joue ses poèmes sur le corps, le sang, la vie des femmes, le rapport à la mère. Dans un paysage familial fait de draps étendus, de serpillières frottées sur le plancher, de cuvette de sang et d'eau elle dit : « Le corps tendu comme un arc qui s'apaise et se détend. » Venue de Caen, Marie-Christine joue devant un public composé en grande majorité de femmes. Ce qui est logique. Il n'empêche qu'après avoir entendu ses poèmes, un homme ne peut plus regarder une femme de la même façon.

J.-Y. T.

• Projection du film sur la « Torna », pièce des Joglars, interdit par la juridiction militaire espagnole. Mardi 25 juillet à 0 h 30, cinéma Utopia.

• Parc de Champfleuri, palais des Expositions, à 17 h et 24 h, « Nouvelles Histoires extraordinaires » et à 21 h 30, « la Légende de la fem-

me engloutie » par le Théâtre du chien qui fume.

• Théâtre-Danse Golidine, 1, rue Sainte-Catherine, à 17 h 30.

• Concert de musique indienne à 19 h.

• Trio Danse, Ballet de la cité de Rouen, 22 h.

• « Malavika », danse et poèmes de l'Inde.

• Bourse du travail à 21 h, le « Chant du jour » par le Théâtre de Haute-Provence et ensuite, Atelier 13.

• Dans la cour, à 11 h, soirée au bistrot, par le théâtre Skopik.

• A 15 h, « Rihollywood », par les Stupidas. A 18 h,

« Jardin de pierre » par la Compagnie de danse de Grèbe. à 21 h, « Jeanne » de Philippe Faure. à 23 h,

« Pantablocs » par le Chantier-Théâtre et toujours Atelier 13 dans la salle. A 11 h,

« Voyage chez les ombres vertes ». A 14 h 15, « Grand feu » par le théâtre Sacra. A

16 h 30, « Ce soir, je perce » de et par Anna Sashes. A

18 h, « les Catcheuses », Jean-Barnard Moraly. A

21 h, le mime Bizot. A 23 h

« Chezod », le Bal de l'araignée de et par Roland Hanne

et à 24 h, « Maman, j'ai peur dans le noir », de Philippe Faure.

Tous les jours devant le syndicat d'initiative, table de

« Rouge » entre 18 h

et 20 h ainsi qu'une librairie de la LCR.

télévision

Musique à l'antenne

« Espace Musical »

• Une expérience télévisée bien faite

DEPUIS plusieurs mois déjà, « Espace musical », diffusé chaque dimanche à 17 h 30 sur FR3, a fini par « faire son trou » et posséder son public.

L'émission, de par sa nature audiovisuelle, a la particularité de présenter, outre la musique, des images du concert retenu pour l'enregistrement. Il peut être intéressant, et même éducatif, pour ceux qui connaissent encore peu la musique et cherchent à mieux l'aimer, de voir comment on dirige un orchestre, de quelle manière un soliste intervient à sa place et à son heure, par quels moyens des instrumentalistes de musique de chambre combinent leur travail (au quatuor à cordes, par exemple), etc.

Néanmoins, il y a sans doute un risque à susciter chez le spectateur une surattention visuelle, qui finit par reléguer l'écoute — et c'est bien elle l'essentiel ! — au second plan. Personnellement, je pense que la vision est plutôt superflue dans toutes les manifestations musicales autres que la lyrique (évidemment), l'oreille étant capable d'effectuer seule la totalité du travail intellectuel demandé.

En tout état de cause, il n'y a là qu'un point de détail, et non un défaut ; d'ailleurs, « Espace musical », qui est l'œuvre de Jean-Michel Damian, il faut le dire et l'en remercier (1), sait parfaitement tirer parti des ressources de l'image, dans le commentaire qui accompagne chaque émission : documents divers, tableaux et portraits, extraits de partitions, etc., sont un support intelligent aux explications données avant l'écoute. Enfin, il est heureux de faire entrer dans les programmes TV une rubrique musicale régulière qui rompt le ronron abêtissant de la télé, à l'heure où l'on dirige les téléspectateurs sur les conneries de Jacques Martin et autres Guy Lux (A2), et les non moins connes variétés dispensées sur TF1. Bien évidemment, une initiative tendant à éveiller chez chacun la sensibilité musicale n'aura droit qu'à la moins suivie des trois chaînes : culture = subversion = danger, n'est-ce pas Madame Baudrier ?

Pourtant, tout en n'ayant reçu que quelque miettes de la grille hebdomadaire des programmes, Damian est parvenu à préparer chaque semaine un concert, puisant dans le répertoire le plus étendu possible ; et cela en évitant deux écueils menaçants, ce qui mérite un coup de chapeau : ne sont pas rabâchées les œuvres-bateaux (intéressantes au demeurant, mais d'horizon forcément limité) pouvant lasser les auditeurs qui ont déjà « du métier » ; ensuite, les

(très grandes) partitions difficiles et déroutantes, complexes et d'approche abrupte, ont été écartées pour ne pas désorienter le débutant qui demande à apprendre d'abord, pas à perdre pied.

Car, à mon sens, le premier mérite d'« Espace musical » est sa vocation fortement pédagogique ; et c'est dans ce cadre que les explications du début, qui ennuièrent certainement ces messieurs les petits génies de la musique classique — mais ceux-là n'ont rien à apprendre — que ces explications, donc, prennent toute leur importance. Volontairement simples sans tomber dans la lapalissade et l'indigence, précises sans être noyées sous un flot de détails, complètes autant qu'il est possible dans le peu de temps accordé par la Régie, les notes préliminaires de Damian, et celles des interprètes qu'il interroge, des spécialistes qu'il invite (2), sont essentiellement positives.

Je ne dirai pas que tout cela est parfait et sans tache : je reprocherai en particulier à « Espace musical » des schématismes épars, ou, à l'opposé, des précisions qui, d'originales, deviennent plutôt baroques (3)... Mais enfin, ce ne sont que des peccadilles, au fond, quand un travail réalisé avec beaucoup de cœur et fort bien fait, varié et accessible à tous, vient nous apporter une sympathique bouffée d'air frais dans l'atmosphère empuantée de la télé conformiste, de la télé débile, de la télé aux ordres.

Alors, n'hésitez pas : les fins d'après-midi du dimanche, à 17 h 30, ouvrez les yeux (surtout les oreilles !) et ouvrez la télé : suivez donc « Espace musical », ça risque fort de plaire et, de toute façon, ce n'est jamais ennuyeux.

Serge Félin

• Ont été déjà présentées par J.-M. Damian des musiques en tout genre ; par exemple : Bach, Brahms, Monteverdi, Mozart, Verdi... pour ne citer qu'eux.

(1) Remercions-le également tous les jours de la semaine, en écoutant sur France-Inter (mais oui !) son temps d'antenne consacré à l'initiation à la musique classique (de 15 h 15 à 16 h).

(2) Tout particulièrement le très compétent Dominique Jameux (programme sur le 20^e Concerto de piano de Mozart), dont on peut apprécier les talents de jeune musicologue chaque samedi à 11 h sur France-Culture (« La musique prend la parole »).

(3) Faire chanter une partie de piano comme des airs d'opéra par une soprano et un baryton, pour souligner le caractère très dramatique, presque lyrique, de la composition ; ça ne me semble pas très évident, je me trompe peut-être ?



Les stars féminines : Katharine Hepburn

sur FR3 à 22h45



Elles sont quelques-unes, malgré tout, à avoir refusé tous les pygmaliens ; elles sont quelques-unes à être passées au travers des manifestations les plus débiles du star-system ; elles sont quelques-unes, enfin, à n'avoir jamais subi de la part d'aucune machine ni d'aucun machisme aucune réduction. Si Katharine Hepburn ne fut jamais vraiment une star, elle demeure la plus grande des « leading ladies ». Et c'est tant mieux : aucune transparence chez elle où coller tel ou tel discours starophile (même au deuxième degré) mais une véhémence, une acidité, un humour, un œil brillant et une pommelte aigüe suffisante pour mettre en déroute tous les amateurs d'éternel féminin, façon angélique ou façon démoniaque. Katharine Hepburn ne fut qu'une prodigieuse actrice alors que déjà les faiseurs de mythes nous fatiguaient et nous ennuyaient. Elle appartient trop au cinéma pour figurer aussi dans un musée imaginaire public ou privé.

Hawks, Ford, Huston, Cukor. « L'Impossible M. Bébé », « Mary Stuart », « African Queen », « Sylvia Scarlett ». Il y a des palmarès auxquels l'on réduirait volontiers le cinéma tout entier. Kazan, Manckiewicz, Walter Lang... Cukor qui la fit tourner plusieurs fois (c'est avec lui qu'elle fit son premier film, en 1932) est en même temps le cinéaste de la plus grande spontanéité et de l'extrême sophistication (il en fallait pour habiller Cary Grant en clochard !). Il eut avec Katharine Hepburn ce rapport privilégié qui, tous filtres mis à part, illumine une pellicule.

Piotr Gourmandish

Samedi 22 juillet

TF1

12.30 Pourquoi ? 13.00 Journal. 13.35. Le monde de l'accordéon. 13.50 Restez donc avec nous. Jusqu'à 18.40 deux séries américaines, une série française et une série anglaise, sont censées distraire votre après-midi. Il y a sûrement mieux à faire au moins jusqu'à 17.35 où l'on peut éventuellement être au rendez-vous de John Steed et Emma Peel. Les amateurs auront reconnu les héros de « Chapeau melon et bottes de cuir ». 18.40 Magazine auto-moto. 19.10 Trente millions d'amis. 19.20 Actualités régionales. 19.45 Tour de France. 20.00 Journal. 20.30 Spécial vacances blanches, variétés présentées par Sacha Distel. Il y aura aussi Sheila (chouette). La grande idée est de présenter en juillet une émission enregistrée dans la neige d'un chalet suisse. 20.30 Starsky et Hutch, troisième série américaine de la journée.

22.05 : Histoire de la musique populaire.

C'est encore une série américaine. Troisième épisode. Cette fois, le ragtime. Il y avait toujours un vieux piano dans le salon d'exposition des bordels de la Nouvelle-Orléans. Les pianistes noirs se faisaient suer à taper sur les blanches, alors ils inventaient des styles. Ainsi naquit le ragtime, porté sur les fonds baptismaux par des gens comme Scott Joplin, Fats Waller, Jelly Roll Morton, etc.

23.30 Journal

A2

13.45 Journal des sourds et des malentendants. 14.00 Le jardin derrière le mur. 14.30 Jean Ferrat pour un soir, et 15 chansons. 15.15 Spécial sports. Escrime à Hambourg (l'escrime ne paie pas), cyclisme entre Eprenay et Senlis, 21^e étape du Tour de France, et hippisme à Ascot. 18.55 Des chiffres et des lettres. 19.20 Actualités régionales. 19.45 L'heure d'été. 19.55 Félix le chat. 20.00 Journal.

20.30 : Les enquêtes du commissaire Maigret

« Maigret et les témoins récalcitrants » d'après Simenon. Le patron d'une biscuiterie au bord de la faillite a été tué. Jean Richard mène l'enquête. Le frère du défunt à l'air bizarre. Jean Topart joue le rôle et il s'y entend, tandis qu'on apprend (poil aux dents) que c'est sa femme, belle-sœur donc de l'assassiné qui renflouait la caisse aux moments critiques...

21.55 Récital Marie Laforêt. 22.45 Journal. 23.05 Petite musique de nuit. Dodo sur un prélude de Villa Lobos.

FR3

18.00 Emission régionale. Breiz o veva, la vie à Pont-Aven, l'hiver. 19.20 Actualités régionales. 19.40 Emission pour la jeunesse (allez les jeunes !). u dessins animés et deux chansons. 19.55 Journal. 20.00 Les jeux de vingt heures.

20.30 : Regards sur les télévisions étrangères

« La Circonstance » film italien d'Ermanno Olmi, Palme d'or du dernier festival de Cannes.

Au cinéma, on peut à la fois imaginer ce qui se passe réellement et imaginer ce qu'imaginent les gens au moment où on les filme en train de faire ce qu'ils font réellement (pardon ?). Olmi a réalisé cet exercice dans une riche famille milanaise vers la fin de l'été.

22.00 Journal.

Dimanche 23 juillet

TF1

9.15 Bible ouverte. 9.30 Orthodoxie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur (ah ! ah ! très bon !) 12.00 La séquence du spectateur. 12.30 La bonne conduite. 13.00 Journal. 13.20 Le cirque Chipperfield. 14.10 Dessins animés. 14.30 Section contre-enquête (poil à la bête). Série américaine. 15.30 Sports dernière. Le tiercé, l'arrivée du tour de France vers 15.35, et le championnat d'athlétisme. 17.40 La conquête de l'Ouest. Deuxième série américaine de la journée. 19.15 Des animaux du monde. Aux Philippines, il subsiste encore 50 couples d'aigles mangeurs de singes (berk !). 19.40 Tour de France. Résumé. 20.00 journal.

20.30 : « Trois milliards d'un coup ».

De Peter Yates (1967), version française, avec Stanley Baker. L'attaque du train postal Glasgow-Londres. Le coup est plus génial que le film. Bonne confection de professionnel et bonne interprétation.

22.30 « Le cadri dupé »

Opéra comique de Pierre Alexandre Monsigny (1729-1817). En différé d'Albi (Tarn). L'argument est tiré des « Mille et une nuits ».

23.20 Journal

A2

14.00 Concert : la symphonie n° 4 de Tchaïkovski (la Pathétique) que tout le monde connaît, c'est la n° 6). Von Karajan mène à la baguette l'orchestre philharmonique de Berlin. 14.45 Le chat, la belette et le petit lapin en dessin animé. 15.00 Sports, voir le programme de « Sports première », c'est la même chose. 17.15 Super Jaimie, troisième série américaine de la journée. 18.05 Cirques du monde. 19.00 Stade 2. 20.00 Journal. 20.00 Journal 20.30 Jeux sans frontières.

21.50 Fenêtres sur...

« L'œil de la nuit », écrit et réalisé par Jean-Pierre Richard. Un conte fantastique, premier d'une série de quatre. Quatre, car ils sont quatre hommes réunis à l'auberge des Légendes quelque part entre le Berry et la Sologne. Une femme, un soir, au bord de la route. Un jeune homme en moto. Rencontre. Ils s'abritent dans une ferme abandonnée. Elle se change. Robe du soir. Elle tend à Julien des habits de garde-chasse...

22.00 Journal. 22.35 Petite musique de nuit. Le quatuor n° 13 du grand soir. (Beethoven).

FR3

15.30 Photo-souvenir

Ce télé-film réalisé par FR3 Lyon représentait la France au dernier festival du film fantastique d'Avoriaz. Réalisé par Edmond Sechan, également auteur du scénario en collaboration avec Jean-Claude Carrière, scénariste habituel de Luis Bunuel.

17.00

Arrêt des émissions. 20.00 Reprise des émissions. 20.05 Transversales. Plaisirs du temps perdu, avec Marcel Proust au volant de la bagnole sur les chemins bucoliques des régions où il se balada.

20.30 : Vous filmez-là ?

Première d'une série vidéo de six, présentée par l'Institut national de l'audio-visuel et réalisée par André Campana, Jean-Luc Léon, Alain Taieb et Pierre Laroux.

Ça foisonne d'images de sons, d'idées. C'est irrésistible. Normal pour une émission qui est enfin de l'ère de la télévision. Un autre langage. La télé, ce n'est ni du sous-hollywood, ni du langage parlé avec l'image en plus, ça ressemblerait plutôt à ce que Campana et sa bande tentent à partir de ce soir.

21.30 : l'homme en question

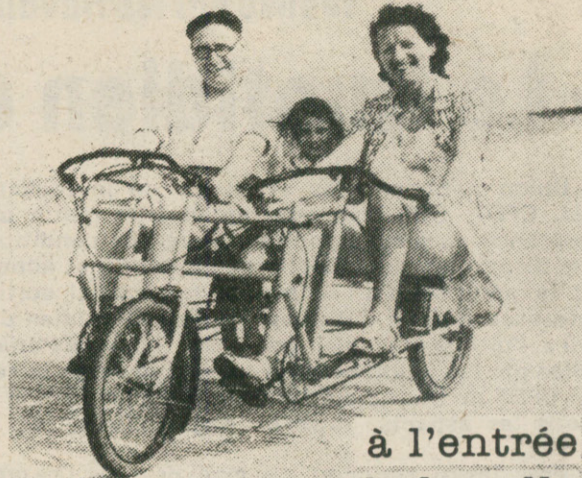
Eugène Ionesco reconnaîtra qu'en Argentine les réponses au terrorisme sont quelque peu « excessives ».

22.30 Journal. Juste le temps de boire un coup d'aller pisser et de s'installer pour le cinéma de minuit.

22.45 : Cinéma de Minuit, cycles stars féminines : Katharine Hepburn.

« Les Quatre Filles du Docteur March », de Georges Cukor (1933). Voir le billet de Piotr Gourmandish.

Rendez-vous à l'entrée de la salle



à l'entrée de la salle Rendez-vous

● Vive la SNCF

Je vous ai déjà parlé de mon vélo, ben, figurez-vous que je viens d'apprendre que la SNCF allait me rendre un immense service. En effet, la SNCF loue des vélos dans une centaine de gares dont vous aurez la liste complète en vous adressant à tous les bons guichets de la SNCF. Pour retenir le vélo, on fait comme pour sa place de train et on trouve la bécane à l'arrivée. Chouette, non ?

● Chantier autogéré

L'association « la Cécilia » organise un chantier dans la région ardéchoise du 6 au 26 août ? L'association a entrepris de marier le tourisme autogéré avec l'écologie en installant une auberge d'accueil dans une ancienne bergerie. Il y a du travail pour ceux qui le veulent cet été et les randonneurs sont les bienvenus : ils seront hébergés et nourris en échange d'un coup de main. Pour en savoir plus sur cette association qui a vu le jour dans la région d'Evreux et qui veut lutter sur tous les terrains du cadre de vie : Ferme de Malhortie, 27930 La Chapelle-du-Bois-des-Faulx, tél : 34.75.73.

● Camping à la ferme

Il reste encore des places en Aveyron dans des « fermes d'accueil ». Vous pouvez en profiter en vous adressant au Club départemental du camping en ferme d'accueil de l'Aveyron, chambre d'agriculture de l'Aveyron, route de Moyrazès, 12009 Rodez. C'est une formule de vacances bon marché (1 semaine pour une famille de 4 personnes : 104 F) et tout à fait différente du camping à la ferme traditionnel car les exploitants vous accueillent réellement (enfin, c'est ce qui est marqué sur le prospectus).



● L'Occitanie vous parle

La maison des jeunes et de la culture de Balaruc-les-Bains, dans l'Hérault, organise « Mescladisa », c'est-à-dire une série de manifestations dans les rues de la ville et ses lieux scéniques ; du 21 au 28 juillet. Ces journées se veulent une réaction, vécue par la population, contre tout ce qui agresse les Occitans : le chômage, la crise, les écoles qui ferment, la culture locale qu'on néglige, les mines que l'on boucle, etc. Cela commence par un débat sur l'Occitanie et les partis politiques le 21 juillet au Théâtre de verdure et cela se termine, le vendredi 28, par une représentation de « la Fille de Monsieur Occitania », par le désormais fameux Théâtre de la Carriera. Avec débat à la clé.

● Potiers de tous les pays, unissez-vous !

Stage de 6 jours pour 360 F avec camping gratuit en Haute-Loire (il y a souvent du vent, mais c'est un pays magnifique et sauvage). Les stages ont lieu jusqu'en octobre et comportent au maximum cinq personnes (Mme Dominique Saint-Léger, Bonnefond, 43500 Saint-Victor).

● Bourse Asie-Tours 1979

Comme en 1978, il faut être français (18-25 ans), inscrit dans un établissement supérieur de commerce, d'économie ou de tourisme, parler anglais et remettre un rapport d'étude sur la Malaisie avant le 15 avril 1979. Le gagnant ira gratuitement en Malaisie avec un capital voyage de 100 F par jour pendant un mois, ce qui lui permet de compléter son étude et de se faire connaître dans le milieu professionnel du tourisme en vue d'un emploi futur.

Un ultime numéro du « Quotidien de Paris »

réalisé par les travailleurs,

« Le Quotidien disparu »

L'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ, CFDT, CGT, FO) convoquait hier matin une conférence de presse pour expliquer les conditions de la disparition du « Quotidien de Paris » et annonçait la parution d'un « document » spécial sorti à cette occasion. Ce document, c'est « Quotidien disparu », l'ultime exemplaire du « Quotidien de Paris », réalisé par les journalistes et les employés de la section CFDT du quotidien. Daté du 20 juillet 1978, il en a tous les aspects : mise en pages, titres, etc.

Philippe Tesson, l'ex-directeur de l'ex-quotidien n'en a pas été informé. Aux attaques mensongères qu'il a répétées dans la presse parlée et écrite contre « ces cons » (sic) de journalistes, sur qui il faisait reposer toute la responsabilité de la disparition du journal, les rédacteurs et employés du « Quotidien de Paris » ont tenu à riposter pour montrer qu'un journal « ça existe aussi par ses journalistes ». Chose que semblait royalement ignorer le « libéral » Tesson, comme il aimait à se faire considérer. Car, c'est une image libérale qu'il avait réussie à donner illusoirement à ses employés. Un court article rédigé par « celles qui tapent mais n'écrivent pas » montre bien que Tesson avait réussi à jouer cette comédie. « Tesson, nous te décernons le premier prix du Conservatoire », conclut le petit billet.

Cet ultime exemplaire du journal maintenant mort comprend outre l'analyse des rédacteurs sur les méthodes de gestion du directeur féodal, quatre interviews de dirigeants syndicaux et leaders de partis politiques : CFDT, CGT, PS et RPR. Le PC n'ayant pu être contacté dans les temps et le CDS n'ayant pas accepté de répondre. Le journal se portait mal depuis

au moins deux ans. Une grave crise l'avait traversé en 1976 et déjà Tesson avait fait son chantage à la fermeture.

Les conditions de travail étaient scandaleuses pour les travailleurs : mauvais salaires, horaires très courts, pas d'argent pour les reportages, pas de matériel technique. Tesson, alerté à plusieurs reprises par ses rédacteurs, se refusait à investir, innover, alors même que les ventes continuaient de baisser.

Il a fallu qu'un préavis de grève de 24 heures soit lancé un matin par la section CFDT pour qu'il claquer la porte et accuse ses salariés de couler sa « chose ». Le 27 juin à 18 h, il annonce à son personnel éberlué que c'est fini. Tout ça pour une revendication de tickets de restaurant.

Vraiment des « cons », les travailleurs. Pourtant, ce n'est pas l'action syndicale qui avait étouffé le quotidien puisqu'aux dires mêmes des syndiqués, le passé de la section syndicale née du noyau de journalistes rescapés de « Combat » comme Tesson les liait par un consensus peu contestataire. 65 personnes à la porte. L'affaire est maintenant aux mains de l'inspectrice du travail qui sera bien obligée de relever certains abus.

Trois questions sur la mort d'un journal à Pierre Charpy (RPR) Claude Estier (PS) Pierre Hureau (CFDT) et Jean-Louis Moynat (CGT)



Cette dure leçon, apprendre à abandonner les illusions de coopération sympathique avec un patron de choc à figure libérale, n'a cependant pas fait perdre toutes les illusions. Un petit billet à la dernière page du « Quotidien disparu » a des relents pour le moins douteux. Il s'intitule « L'Amour libre... ». « Dis, tu m'aimes ? Quatre ans déjà... C'était une maîtresse séduisante, un peu fatiguée, certes peut-être mais pleine de charmes encore. Oh ! Elle ne faisait pas toujours très bien l'amour, mais sa chambre était chaude, etc. »

« La vieille maîtresse », qui était ce journal et son directeur, reste encore bien vivace dans les fantasmes phallogiques et tolérants de certains employés. Ce journal était peut-être sa chose, mais la révolte des journalistes ne suffit pas à les libérer, pour certains, de cette collaboration aimante certes, mais bien de sa classe. Emilie Norman

La semaine de l'Ecole émancipée

Les enseignants préparent la rentrée

Le soleil, les cigales, la mer pas loin, le festival de jazz à Nîmes, les tentes qui se cachent à l'ombre des chênes : la Semaine de l'Ecole émancipée (tendance révolutionnaire qui regroupe essentiellement des syndiqués de la FEN) est organisée, cette année, par le groupe départemental de l'Hérault.

Comme depuis quelques années, l'organisation de la vie quotidienne au camp se fait dans des groupes, où la cuisine, la vaisselle, les courses sont prises en charge collectivement et de façon égale entre les hommes et les femmes (c'est le résultat d'une lutte menée au cours des années précédentes par les militantes de l'Ecole émancipée).

Du temps gagné pour la plage ? Sans doute, mais aussi pour les commissions qui se disséminent dans les prairies et les chênes verts et où émergent les problèmes de la tendance et plus généralement ceux des enseignants.

Entre autres, la crise de l'institution scolaire et les conséquences de l'application de la réforme Haby qui se traduisent dans le « malaise enseignant » et les suicides qui le révèlent dramatiquement à l'opinion. Cette crise est aussi le produit des problèmes d'emploi qui touchent élèves et personnels de l'Education nationale (emploi précaire des auxiliaires, titulaires sans postes...). Pourquoi étudier et comment travailler dans une école qui n'assure même pas de débouchés ?

Les axes d'intervention

forces pour faire aboutir centralement nos revendications ?

Et ce, alors que le milieu est touché par la désyndicalisation, une crise de confiance envers les directions syndicales, tandis qu'en même temps se manifeste une combativité locale qui n'arrive pas à s'exprimer nationalement.

Plus concrètement, quelle forme doit prendre l'intervention de la tendance dans les établissements, dans les sections ? Ces thèmes abordent la démarche que les militants doivent employer à la base par rapport à l'ensemble des syndiqués et face aux directions réformistes ; comment imposer une réelle démocratie syndicale, rejoignant sur ce point les débats qui traversent les organisations de la classe ouvrière, en particulier la CGT et la CFDT.

Beaucoup de questions, mais la Semaine c'est aussi un lieu de détente avec sangria, accordéon, ou sortie collective pour le bal du 14 juillet, la fête animée par la fanfare bolchevique. C'est aussi l'occasion de rencontrer des militants d'autres secteurs : camarades de Lip, militants de comités de soldats, militants occitans, africains... Et, avec eux, de préparer la popularisation et le soutien de leurs luttes par les travailleurs de l'Education nationale.

M. B.

On vous dit tout

● Les « aiguilleurs du ciel » en grève aussi à Brest

L'aéroport de Brest est maintenant aussi touché par la grève des « aiguilleurs du ciel ». Les contrôleurs aériens font la grève du zèle à l'aéroport de Brest-Guipavas. Ils luttent sur les mêmes revendications que les aiguilleurs de Bordeaux-Mérignac et Aix-en-Provence : manque d'effectifs, non-fiabilité du matériel et revalorisation de leurs primes.

● Un hold up à Paris revendiqué par « l'Armée prolétarienne portugaise »

Un employé d'une banque portugaise qui transportait environ 800 000 pesetas, soit 45 000 F environ, a été enlevé jeudi en plein Paris. Les malfaiteurs l'ont emmené dans un bois et ne l'ont libéré qu'après l'avoir drogué et lui avoir enlevé sa sacoche. Le transporteur ébranlé par sa mésaventure a été transporté à l'hôpital et a indiqué à la police que ses ravisseurs se réclamaient de « l'Armée prolétarienne portugaise », mouvement inconnu des services de police française.

● Et Philippe Gosselin

Philippe Gosselin avait demandé le statut d'objecteur de conscience. Mais il n'a pas

fait sa demande dans les temps (dans les 30 jours qui suivent la publication dans le « Journal officiel » du décret d'incorporation). Considéré comme insoumis, il a été contraint de rejoindre le 41^e RI de Saint-Aubin-du-Cormier, et doit passer devant le TPFA à la fin du mois. Comité de soutien à Philippe Gosselin, C/O CES, 16 rue Jules-Tellier, 76 600, Le Havre.

● L'incendiaire du foyer de Pontoise s'est livré à la police

L'auteur d'un incendie qui avait fait trois morts le 4 juin dernier à Pontoise dans le Val-d'Oise, dans un foyer de jeunes handicapés sociaux s'est dénoncé mardi dans une lettre qu'il a envoyée au commissariat de la ville. L'incendiaire est Frédéric Gissat, le jardinier municipal, âgé de 22 ans, qui est un ancien pensionnaire du foyer. Il est inculpé d'incendie volontaire.

● En charter, c'est moins cher...

Les passagers d'un boeing 707 ont du se cotiser pour que leur avion puisse faire le plein. L'avion avait été détourné du fait de vents défavorables. La société propriétaire, nouvellement créée, était inconnue des autorités portuaires qui ont obligé l'équipage à payer comptant.

Urbanisme NAPOLI DANS LE IXe

Un tas d'immondices atteignant la hauteur d'un premier étage transporté de nuit dans la rue. Ça se remarque. Et ça mobilise au matin, des heures durant, plusieurs camions de la voirie ? Hier matin, c'est le spectacle insolite qu'on pu constater les passants de la rue Papillon, dans le IX^e arrondissement, à la hauteur du n°8, les habitants de cet immeuble « faisaient le ménage ».

Depuis plusieurs années, la maison tombait morceau par morceau, de l'intérieur. Car à l'extérieur, la façade, ravalée depuis 7 ans, ne laissait rien percer. De l'autre côté, par contre, c'était Naples et Harlem à la fois. Sur les 52 copropriétaires, jusqu'à l'année dernière, une quinzaine payaient leurs charges, dix avaient disparu, et les autres n'ouvraient plus leurs bourses. Du coup, après l'électricité des communs, coupée depuis belle lurette, le courrier plus distribué, les poubelles plus sorties, l'eau fut coupée. C'est ce qui a déclenché la réaction de quelques locataires qui, aidés d'une des rares copropriétaires habitant l'immeuble, se sont mis à transporter dans la rue les immondices qui s'amoncelaient dans la cour depuis plusieurs années.

Personne ne se souvient avec précision comment ça a commencé. Un syndic judiciaire avait été nommé il y a cinq ans qui, bientôt, abandonna ses fonctions à un autre qui ne fit rien. Il n'y avait pas d'argent disait-il.

A l'intérieur, les escaliers sont branlants, sans rampes. Les plafonds sont défoncés et plusieurs appartements sont vides, complètement délabrés. L'immeuble est à moitié squatté et les clochards viennent y passer la nuit. Un honorable commerçant voisin s'est intitulé propriétaire, a rapidement retapé quelques chambres vides qu'il a occupées et loue, à d'autres, dans la plus totale confusion. On dit aussi « qu'on laisse tout à vau-l'eau pour faire un jour évacuer tout l'immeuble et permettre un jour une opération immobilière. Mais on n'obtient aucune précision. Les services publics (commissariat, mairie, hygiène, etc.) contactés se sont renvoyés les habitants l'un à l'autre. La maison serait en péril mais on n'arrive pas à retrouver les 52 copropriétaires pour leur notifier la chose.

Qui veut reprendre le 8, rue Papillon ? Il n'y a qu'à se servir.

G. M.

« Bavure havraise »

Les bizarres brigades nocturnes

« Une bavure », encore une fois, cette fois au Havre où un policier a tiré, un peu vite, sur un individu qui s'enfuyait. Par hasard, ce dernier n'a été que blessé que légèrement ce qui lui a permis de déposer une plainte sur laquelle enquête... la police, tant il est vrai qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Quoi qu'il sorte de toute cette affaire, les conditions pour qu'elle se renouvèle demeureront. Ce n'est pas le moins inquiétant.

Le 30 juin dernier, vers 2 h du matin, un groupe de neuf copains sort d'un café de la rue Villehervé, pour rentrer chez eux dans deux voitures. La première voiture démarre, fait quelques mètres et au premier croisement collisionne une 2 CV dont le conducteur prend aussitôt la fuite à pied. On apprendra plus tard, qu'il s'agit d'une voiture volée.

Tandis que le conducteur de la première voiture se lance à sa poursuite, ses amis se rassemblent devant la voiture accidentée. L'un d'eux monte sur le capot pour tenter de la redresser. Quand, brusquement, surviennent deux individus en civil qui, armés, sans dire un mot, se mettent en position de tir instinctif.

Que s'est-il passé dans la tête de Georges Cocq, 22 ans, agent EDF, qui était avec ses amis ? « J'ai cru qu'il s'agissait d'occupants de la 2 CV, ou de leurs amis qui suivaient dans une autre voiture et venaient nous chercher des histoires. J'ai pris peur et je me suis enfui ».

Tout s'est passé en quelques secondes. Georges Cocq ne fait pas trente mètres dans sa course, poursuivi aussitôt par l'un des hommes armés. Il trébuché au même moment ou son poursuivant appuie sur la détente. C'est ce qui lui sauve la vie. La balle lui égratigne le cuir chevelu. S'il n'était pas tombé, il la recevait en pleine

tête. On retrouvera la douille à moins de trois mètres des traces de sang. Le tireur était vraiment à bonne distance pour faire mouche.

Ce n'est qu'après que Georges Cocq apprendra que les deux pistoleros sont des policiers : « Ils ne sont pas annoncés », dit-il. Membres des brigades de surveillance de la voie publique, les deux hommes étaient en fait des gardiens de la paix mis en civil pour des tâches de contrôles et de surveillance nocturnes.

De telles brigades existent un peu partout en France, sans statut bien défini. Les policiers qui les composent doivent-ils être en uniforme ? En civil ? Dans une voiture banalisée ou non ? « C'est selon », répond-on au ministère de l'Intérieur, et on dit la même chose à l'état-major de la police des Hauts-de-Seine. Bref, chacun fait comme il l'entend, avec ce qu'il a. Pas étonnant, dans ces conditions, que les syndicats de policiers voient d'un œil inquiet proliférer, au rythme des réformes successives, des formations aux noms bizarres, composées de fonctionnaires qui ne reçoivent aucune formation spécifique. Et qui tirent lorsqu'un passant, surpris de se voir soudain « braqué » par des individus en civil, prend la fuite.

G. M.